

LFI, NFP pavent la voie au RN vers l'Élysée



**Pour un pôle ouvrier
contre la réaction !**

AFP
Marine Le Pen aux portes de l'Élysée en 2022. À droite, les représentants du Nouveau Front populaire annoncent leur « contrat de législature » (14 juin).

17 août – Nous publions ci-dessous, légèrement revue pour publication, la présentation de notre camarade Alexis Henri lors d'un meeting de la Ligue trotskyste le 11 juillet, ainsi que les trois tracts que nous avons publiés pendant la campagne électorale des législatives ; ils montrent comment à chaque étape nous avons lutté pour une voie ouvrière indépendante face à la montée de la réaction. Depuis, avec leur majorité relative, les composantes hétéroclites du Nouveau Front populaire (NFP) ont passé des semaines à jouer un pitoyable feuilleton pour arriver à proposer au chef de l'État un Premier ministre (une certaine Lucie Castets, technocrate diplômée de l'ENA). Balayant toute prétention démocratique, Macron a immédiatement rejeté sans ménagement cette proposition et maintenu son gouvernement « démissionnaire ».

Grâce au NFP, qui avec sa politique de désistements n'a réussi qu'à sauver Macron de la débâcle totale, la macronie continuera à gouverner au moins jusqu'à ce qu'elle arrive à former un gouvernement « d'unité nationale » soi-disant contre le RN, en réalité contre Mélenchon. C'est pourtant bien ce dernier qui a permis un tel résultat en faisant usage de toute son autorité parmi une couche des travailleurs, de la jeunesse antiraciste et de la minorité musulmane pour mobiliser ces électeurs derrière la politique usée et discréditée du front républicain.

Par ailleurs, LFI a présenté à la nouvelle Assemblée un texte abrogeant la réforme des retraites, qui sera la balle de ping-pong parlementaire pendant des

mois sans fin, peut-être jusqu'aux nouvelles élections. Il est absurde de penser aujourd'hui qu'on va obtenir la retraite à 62 ans grâce à un parlement encore plus réactionnaire que le précédent, et alors que des mois de lutte avec des millions de travailleurs dans la rue l'année dernière contre la réforme de Macron s'étaient soldés par la défaite. De plus, la simple abrogation de la loi sur les retraites signifierait que continuerait de s'appliquer la loi Touraine adoptée sous le gouvernement Hollande qui porte peu à peu à 43 annuités la durée de cotisation pour une retraite complète.

Du fait de son propre programme républicain-impérialiste de défense des intérêts des capitalistes français sur toutes les questions clés posées aujourd'hui – retraites, quartiers, Palestine, Ukraine, Kanaky – et de sa volonté déjà démontrée de se plier au détesté Macron sous prétexte de faire barrage au Rassemblement national, le NFP et notamment LFI continueront en réalité à paver la voie du RN vers l'Élysée.

La seule voie pour faire avancer les intérêts des travailleurs et des opprimés passe par une rupture nette avec les mélenchonistes qui constituent l'épine dorsale du NFP. Aujourd'hui, la LTF est seule à se battre de façon conséquente pour la construction d'un pôle prolétarien face à la réaction. Comme le texte ci-dessous l'explique en détail, Lutte ouvrière, le NPA-R et Révolution permanente ont fait des campagnes indépendantes de témoignage lors du premier tour des législatives, pour ensuite soutenir l'aile gauche du NFP lors du deuxième. Cette capitulation prend un

caractère d'autant plus ubuesque que ces mêmes organisations avaient publié d'innombrables articles expliquant comment le front républicain démoralise la classe ouvrière et renforce la droite. Malgré cela, elles ont été incapables de résister à la pression et elles ont sombré dans la fange du front populaire. Depuis les élections, les trois organisations cherchent cyniquement à escamoter autant que possible le fait qu'elles ont voté pour le NFP.

Notre isolement actuel reflète l'état désastreux de la gauche en France et du mouvement ouvrier plus largement. Néanmoins, nous restons déterminés à intensifier la lutte pour que la classe ouvrière rompe avec le républicanisme de gauche, parce que c'est seulement ainsi que nous arriverons à vaincre l'extrême droite et organiser l'offensive contre l'impérialisme français décadent.

Ce meeting a lieu à un moment crucial de l'histoire de ce pays. Nous sommes devant un champ de ruines, avec l'extrême droite qui a fait un nouveau pas de géant vers le pouvoir. Pourtant le NPA-R a proclamé « un petit moment de bonheur » dans son éditorial du 8 juillet. Révolution permanente (RP) s'est précipitée dès dimanche soir pour déclarer « nous ne pouvons que nous réjouir de l'énorme revers pour le parti de Le Pen et Bardella ». Nous réjouir d'un « énorme revers », vraiment ? RP confirme ainsi qu'elle souhaitait la victoire du front populaire. En réalité, le deuxième tour confirme la

tendance des scrutins précédents même si la trajectoire a été légèrement ralentie en surface par le front républicain. Les réactionnaires racistes du RN ont augmenté de plus de 60 % leur nombre de députés en l'espace de deux ans : ils sont passés de 8 députés en 2017 à 89 en 2022 et 143 aujourd'hui. En voilà un drôle de revers, enfin, pas drôle du tout.

Et si l'on regarde en termes de voix, le succès du RN est encore plus manifeste. Il a rassemblé au deuxième tour dix millions de voix, soit trois millions de plus que le front populaire d'un côté, et que les macronistes de l'autre ; **il est à 37 % des suffrages exprimés, soit plus qu'aux européennes et plus qu'au premier tour**, contre 26 % pour le front populaire et autant pour les macronistes. Si le bloc d'extrême droite arrive troisième en sièges et non premier devant le front populaire et les macronistes, c'est uniquement dû au caractère antidémocratique du système électoral français basé sur le scrutin majoritaire à deux tours.

Le front républicain ne va que renforcer à très court terme le discours du RN qui prétend être la seule véritable opposition à Macron, le seul parti soi-disant vraiment antisystème contre lequel tous les autres se sont ligüés pour préserver le statu quo, le seul qu'on n'ait pas encore essayé et qui ne va pas vous



photos Alamy

« L'honneur et la République » sauvés grâce au NFP

trahir ; si le mouvement ouvrier ne se ressaisit pas et ne lutte pas pour unifier les travailleurs contre la campagne antimusulmans et pour confronter la bourgeoisie pour la faire plier, le pouvoir risqué de plus en plus de tomber très bientôt dans les mains du RN, peut-être dès l'année prochaine. Le fait que l'extrême gauche a refusé de s'opposer au front républicain, à la seule et unique exception de nous-mêmes, c'est cela qui constitue un « énorme revers » – mais pour la classe ouvrière. Elle va se retrouver enchaînée à de faux espoirs que le front populaire mettra en œuvre au moins une partie de ses promesses.

La seule manière de faire mentir cette prédiction-catastrophe, c'est que la gauche se réclamant du marxisme fasse en urgence un bilan sans concession de son échec complet dans ces élections car, en soutenant, même en partie, le front populaire, elle n'a pas contribué à la formation d'une nouvelle direction mais elle l'a au contraire entravée et a contribué à paralyser la classe ouvrière, à la démoraliser et au final à en jeter une partie dans les bras du RN.

Grâce au front républicain les résultats électoraux masquent la déconfiture politique du centre libéral représenté par Macron. Ainsi les macronistes ont perdu les cinq circonscriptions qu'ils détenaient dans les Bouches-du-Rhône ; tous les 16 sièges dans ce département, c'est-à-dire le grand Marseille, sont maintenant soit au RN, soit au front populaire. Comme le dit l'éditorial de

L'Humanité ce matin, je cite, « la mobilisation autour du Nouveau Front populaire (NFP) a sauvé les macronistes du naufrage auquel les promettaient l'inconséquence de leurs chefs. [...] c'est à nouveau la gauche qui a sauvé l'honneur et la République. » Le macronisme était une caricature du triomphalisme libéral de l'ordre post-soviétique dominé par les États-Unis. Le déclin de celui-ci se traduit, dans un pays comme la France, par un déclin encore plus profond du fait que les Américains pressurent de plus en plus leurs alliés impérialistes, notamment au travers des sanctions contre la Russie et de l'imposition du gaz de schiste américain. C'est cela le contexte matériel dont la chute du libéralisme macroniste n'est qu'un pâle reflet dans la sphère du parlementarisme.

Selon toutes les apparences on s'achemine vers une coalition explicite ou implicite (sous forme de « gouvernement technique ») entre les macronistes et le front populaire en excluant tout ou partie des mélenchonistes. Nous avons mis en garde contre cela dans notre tract appelant à l'abstention au deuxième tour, y compris en faisant référence à l'expérience italienne où un gouvernement d'union nationale a été l'antichambre immédiate du gouvernement d'extrême droite de Meloni. La mobilisation de la gauche et, criminellement, de l'extrême gauche, pour le front républicain aura seulement abouti à prolonger l'agonie de l'ordre libéral macroniste tout en portant un énorme coup au moral des travailleurs et des opprimés, ce qui facilitera énormément la tâche à Le Pen/Bardella quand ils arriveront au pouvoir.

Cela dit, même si le front populaire avait obtenu une majorité absolue cela n'aurait rien changé à cette spirale infernale vers l'abîme dans laquelle s'enfoncent le pays. Pour mettre en œuvre même seulement ses réformes minimales, le front populaire aurait dû lancer une confrontation sans pitié avec une bourgeoisie française qui est accablée par son propre déclin à plonger les masses ici dans une misère croissante. Il est évident que non seulement les Hollande et Tondelier se seraient refusés à une telle confrontation, mais le PCF et LFI également. Cela n'a pas empêché le NPA-R et RP d'appeler à voter pour eux, alors même que Roussel déclarait à la télévision qu'il était prêt à gouverner avec les macronistes au nom de l'unité

républicaine contre le RN.

Le républicain Mélenchon a commencé à être lâché sur la droite par une partie de ses propres cadres (Ruffin était déjà parti en pleine campagne électorale, Clémentine Autain l'a suivi le soir des élections) et il se retrouve isolé de l'essentiel du front populaire qui est d'ores et déjà passé à la recherche en coulisses d'une *combinazione* avec les macronistes. Mais Mélenchon lui-même demeure totalement écartelé entre ses propres professions de foi républicaine, ses propres appels au front républicain allant jusqu'aux ex-petits camarades de Ciotti, et la sympathie qu'il a activement suscitée par quelques bonnes paroles dans les quartiers et dans le mouvement propalestinien. C'est pourquoi, même l'élection d'un grand nombre de mélenchonistes convaincus et dotés d'une épine dorsale plus solide que celle d'opportunistes à la Ruffin ou Clémentine Autain, n'aurait rien changé à l'affaire.

Le rôle de l'extrême gauche n'était pas de servir de béquille à cette aile gauche du front populaire, comme elle l'a fait, mais de commencer à construire un pôle ouvrier anti-RN qui soit clairement *opposé* au front populaire et notamment pour amener les travailleurs à rompre avec sa composante de gauche mélenchoniste. C'est ce que nous avons mis en avant pendant toute la campagne en nous adressant tout particulièrement à l'extrême gauche. Nous avons publié trois tracts dans l'intervalle de 4 semaines qui a séparé les élections européennes du deuxième tour des législatives afin d'être un facteur pour influencer dans la mesure de nos forces le cours des choses en montrant la voie à suivre à l'avant-garde du mouvement ouvrier.

Maintenant ce sont la classe ouvrière et les minorités qui vont payer très cher non seulement le refus de l'extrême gauche de se rallier à nos appels, mais sa trahison ouverte. Qui va croire ce genre de gens qui ont abordé l'élection du premier tour en faisant croire qu'ils étaient une alternative au front populaire, puis ont appelé à voter pour lui ou, pour LO, ont dit qu'on n'avait pas à se gêner pour le faire et qui, une fois le mal fait, se sont mis à faire des proclamations grandiloquentes de radicalité anti-front populaire ?

Nous ne nous réjouissons pas du discrédit de ces organisations, car leur capitulation devant le front républicain a rendu plus difficile la cristallisation d'une opposition ouvrière au front populaire. Tout ce qu'elles ont obtenu jusqu'à présent, c'est de renforcer l'hégémonie de LFI sur le mouvement ouvrier, et celle-ci va encore se renforcer au fur et à mesure que va se fracturer le front populaire entre les insoumis mélenchonistes, exclus de l'arc républicain, et les autres qui se seront ralliés aux macronistes.

Nous sommes peut-être isolés à l'heure actuelle mais nous avons confiance que la justesse de notre programme commencera bientôt à apparaître à des couches grandissantes de l'avant-garde. Les organisations de gauche vont être secouées par des crises car il y aura des militants qui demanderont des comptes à leur direction pour la ligne désastreuse qu'elle a adoptée.

Ces crises doivent être utilisées pour faire avancer un processus de scissions et de fusions derrière le programme révolutionnaire dans la perspective de reforcer la IV^e Internationale.

Les résultats des élections

Une leçon des élections qui est passée sous silence par la gauche, c'est que des secteurs croissants de la bourgeoisie s'accrochent peu à peu de l'idée de placer le RN au pouvoir. D'où la crise de LR, même si son nombre de sièges n'a pas bougé parce que la gauche lui a sauvé la mise avec son front républicain. Le passage de Ciotti au RN n'est pas qu'une anecdote personnelle, il reflète le glissement à droite des secteurs conservateurs de la bourgeoisie. À Rambouillet dans les Yvelines Aurore Bergé avait à peine plus de voix au premier tour que le total des deux listes d'extrême droite. À Saint-Tropez le député RN a été largement réélu dès le premier tour.

Le Monde peut faire tous les discours hypocrites et politiquement corrects qu'il veut, la bourgeoisie et la petite bourgeoisie aisée ainsi que les retraités, c'est-à-dire la base de masse des électeurs macronistes, sont rassurés que la démagogie de Le Pen d'il y a quelques années sur l'UE, ou encore de l'année dernière sur les retraites, n'était qu'une autre forme des mensonges que distille la bourgeoisie pour faire passer ses propres intérêts de classe contre les travailleurs et les minorités.

À force de propagande gouvernementale et dans la presse capitaliste sur la criminalité des immigrés et le « on n'est plus chez nous », relayés à gauche par l'union nationale antiterroriste et la défense de la laïcité républicaine contre les musulmans, les macronistes avaient travaillé depuis des années à reprendre et légitimer les axes de propagande du RN pour diviser la classe ouvrière. Ils ont franchi un nouveau seuil en diabolisant Mélenchon tout en intégrant le RN dans l'« arc républicain » à propos de Gaza, sous couvert de soi-disant « lutte contre l'antisémitisme » ; et tout cela avec l'assentiment à peine embarrassé du PS et du PCF. Ce sont tous ces gouvernements libéraux, « progressistes » à la Macron ou Hollande, qui ont pavé la voie à Le Pen.

L'expérience Meloni a été rassurante pour la bourgeoisie française, et elle l'a été également sur un autre point : Meloni continue d'ouvrir les frontières dans la mesure où la bourgeoisie a besoin de travailleurs immigrés ; simplement ils ont encore moins de droits qu'avant et sont donc encore plus taillables et corvéables à merci, ce qui divise encore plus la classe ouvrière et l'affaiblit. Ce n'est plus qu'une question de temps pour que la bourgeoisie française mette le RN au pouvoir.

Les analyses disponibles des élections sont encore très partielles, mais en ce qui concerne le premier tour, et je ne pense pas que ce soit qualitativement différent pour le deuxième, le regain de participation par rapport aux législatives précédentes a surtout profité au RN et aux macronistes, ce qui montre l'ampleur de la défiance dans la classe ouvrière vis-à-vis du front populaire. La

Suite page 6

LE BOLCHEVIK

Publié par le comité central de la Ligue trotskyste de France, section française de la Ligue communiste internationale (quatrième-internationaliste)

Rédacteur en chef : Sacramento Talavera
Réalisation : A. Carcosa
Directeur de publication : Alexis Hen
Diffusion : K. Silver

Le Bolchévik est édité par la Société d'édition 3L, SARL au capital de 1 000,00 €. ISSN 0395-4269
Adresse : BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Commission paritaire : n° 0925 P11506

Imprimerie : POP,
30 rue Raspail,
93120 La Courneuve



Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Italie

L'euro-atlantisme paralyse la gauche



EC - Audiovisual Service



Europe for Peace

Pour vaincre Meloni, il faut chasser les euro-atlantistes ! À gauche : Ely Schlein et le commissaire européen Paolo Gentiloni (tous deux du PD) à Strasbourg, le 6 février. À droite : Cortège pour la « paix » en Ukraine, en fait pour soutenir l'UE et l'OTAN, septembre 2022.

Pour vaincre Meloni, il faut s'opposer à l'UE et l'OTAN, défendre la Palestine !

Nous reproduisons ci-après un article de nos camarades italiens paru dans Spartaco n° 86, mai 2024.

La situation des travailleurs, des immigrés et des pauvres en Italie est insoutenable et ne fait qu'empirer. Au gouvernement, la famille Addams de la réaction poursuit avec insolence la guerre contre les travailleurs entamée par le gouvernement Draghi ; elle donne des coups de pied aux syndicats, elle envoie des armes

SPARTACO

et des milliards pour soutenir les paladins de l'OTAN en Ukraine et elle matraque les étudiants qui protestent contre le génocide en Palestine.

Mais du côté de l'opposition, c'est le vide sidéral. Les syndicats piétinent. Au mieux, ils organisent des demi-grèves qui n'aboutissent à rien tout en étant prêts à faire marche arrière dès que le gouvernement hausse le ton. La gauche radicale tourne à vide ; reprenant les mots d'ordre du libéralisme dominant, elle est complètement incapable de peser de manière indépendante sur les événements politiques. Dans les usines, les travailleurs les plus conscients se sentent isolés et découragés. Les plus âgés espèrent prendre leur retraite et les jeunes sentent la corde de la précarité autour du cou. La majorité survit sous le signe du chacun pour soi. Comment en est-on arrivé là ? Que faut-il faire pour en sortir ?

La classe ouvrière est paralysée face au gouvernement car ceux qui passent pour l'opposition de gauche au parlement (Parti démocrate, M5S, Alliance Verts-Gauche) soutiennent l'ordre impérialiste euro-atlantique en étant de mèche avec les dirigeants syndicaux traîtres tandis que la gauche radicale, les syndicats de base et les organisations marxistes en restent à mi-chemin : ils crient dans les rues « *Italie hors de l'OTAN* », mais ils soutiennent presque tous l'UE et rampent devant le M5S, les Santoro, Fratoianni [deux personnalités libérales de gauche] et compagnie. Ce sont des gens qui trompent les masses avec de belles paroles sur la paix, la neutralité et la Constitution, mais qui défendent l'UE et l'OTAN et ne remettent jamais en question les intérêts de la classe dirigeante capitaliste.

Pour devenir un véritable facteur, le mouvement ouvrier doit se remettre sur pied et tracer une ligne claire contre le libéralisme euro-atlantiste et tous ceux qui le soutiennent ou qui restent à la croisée des chemins et refusent de le combattre. Il doit prendre une position claire et concrète en opposition à l'UE et à l'OTAN et en défense de la Palestine. Les conditions de vie de la classe ouvrière en dépendent directement.

Le consensus euro-atlantique a dévasté la classe ouvrière

La structure politique et sociale italienne actuelle a été créée après la Deuxième Guerre mondiale sous forme

d'appendice de la prédominance impérialiste américaine. Ayant perdu la guerre, menacé par une vague révolutionnaire ouvrière et paysanne, le régime de Mussolini était tombé comme un fruit pourri. Il laissait un vide de pouvoir que ni la monarchie, ni le Vatican, ni les partis bourgeois, discrédités par vingt ans de soutien au fascisme, n'étaient en mesure de combler. Les capitalistes italiens se jetèrent dans les bras de l'impérialisme américain pour sauver leur régime. L'ensemble de l'appareil d'État fut reconstruit sous l'égide américaine, réunissant les anciens préfets et commissaires fascistes, le clergé catholique et la mafia. L'impérialisme américain devint le garant de l'existence de la bourgeoisie italienne qui, en retour, se prêta au rôle d'avant-poste atlantiste aux frontières du bloc soviétique.

Mais le rôle décisif fut joué par le Parti communiste (PCI) de Togliatti et Secchia. Au moment précis où toutes les conditions étaient réunies pour étendre la révolution jusqu'au rivage de l'Atlantique, il désarma le prolétariat italien et remit les capitalistes en selle, mettant en œuvre les accords de Yalta au moyen desquels Staline cherchait une illusoire coexistence pacifique avec les impérialistes anglo-américains. Tout en critiquant violemment le Pacte atlantique, en votant contre l'adhésion de l'Italie et en exigeant la sortie de l'OTAN, le PCI s'efforça d'empêcher la classe ouvrière de remettre en question l'ordre issu de

la guerre. Même après qu'ils furent évincés du gouvernement et durement réprimés pendant les années de guerre froide, les staliniens n'organisèrent jamais une lutte révolutionnaire contre l'ordre impérialiste euro-atlantique ; ils se présentaient en « partisans de la paix » dans le but de pousser la Démocratie chrétienne et ses marionnettistes américains à une coexistence pacifique avec l'URSS, et ils promettaient en retour la paix sociale dans le pays.

La classe ouvrière italienne a payé un lourd tribut à cette politique. Le « miracle économique » de l'après-guerre sous protectorat américain a été rendu possible par le déracinement des masses paysannes du Sud parties travailler dans les industries du Nord (ou louées à la Belgique et à l'Allemagne contre du charbon et des produits manufacturés), par les terribles conditions de vie des travailleurs et des émigrants dans les bidonvilles du triangle industriel dans le Nord de l'Italie, par les rythmes de travail harassants et par la répression brutale des droits syndicaux et politiques.

Lorsque les travailleurs et les jeunes se mobilisèrent finalement pour contester ces conditions au cours de l'« automne chaud » de 1969, agitant à nouveau le spectre de la révolution, la direction du PCI fit de son mieux pour confiner l'explosion dans la camisole des « réformes structurelles ». Dans les années 1970, l'association CIA-Démocrates chrétiens joua un rôle crucial dans la mise au pas de la classe

ouvrière en combinant le terrorisme d'État, la stratégie de la tension et les structures contre-insurrectionnelles de Gladio, tout en s'ouvrant politiquement à la coopération avec le PCI par le biais du Compromis historique. Le PCI accepta. Il apporta son soutien à plusieurs gouvernements démocrates-chrétiens et proclama ouvertement sa fidélité au Pacte atlantique, selon les termes de son Secrétaire général Berlinguer : « *Je souhaite que l'Italie ne sorte pas du Pacte atlantique [...] parce que si nous sortions cela romprait l'équilibre international. Je me sens plus en sécurité en restant ici.* » Le soutien explicite du PCI à la DC et à l'OTAN a ouvert la porte à l'âge de l'austérité, des sacrifices pour les travailleurs et de la répression violente de l'extrême gauche, qui a étouffé la vague de lutte des classes des années 1970.

Au début des années 1990, la destruction de l'URSS renforça l'alliance euro-atlantique, livrant toute l'Europe de l'Est à l'exploitation impérialiste. Dans le sillage de l'Allemagne et de la France et avec la bénédiction américaine, la bourgeoisie italienne se lança à corps perdu dans la construction de l'UE et de l'euro, avec lesquels elles dévorèrent « pacifiquement » les pays plus petits et plus pauvres de l'Europe de l'Est et du Sud. Pour les grands groupes industriels et les banques, la formation de l'UE a apporté trente ans de vaches grasses. Mais l'économie et la classe ouvrière en sont sorties en lambeaux. La privatisation des entreprises publiques et les délocalisations ont décimé les emplois et les salaires. L'imposition d'une austérité fiscale permanente pour payer la dette publique empêche la relance de la demande interne et saigne à blanc les écoles et la santé publique. Toute tentative modeste d'augmenter les dépenses publiques se heurte aux manœuvres déstabilisatrices de la finance et des gouvernements impérialistes. La classe ouvrière et la jeunesse ne pourront échapper à un avenir de misère et de décadence sans lutter pour renverser l'UE et l'OTAN, sur lesquelles reposent le pouvoir et les profits de la classe dirigeante italienne.

Au lieu d'organiser la défense des conditions de la classe ouvrière, la gauche a contribué pendant trente ans à les démanteler. Après que les dirigeants du PCI se furent réjouis de liquider le communisme et la lutte des classes, leurs héritiers (le Parti démocratique de

la gauche et Rifondazione comunista) se sont consacrés à la concertation avec les euro-technocrates libéraux (Prodi, Monti, Draghi). La gauche a propagé le mythe de l'Europe sociale selon lequel ceux qui voulaient la paix, ceux qui étaient du côté des immigrés et des travailleurs, devaient défendre l'UE.

C'est pourquoi, lorsque la bulle des promesses de prospérité et de progrès a éclaté avec la crise de 2008, de nombreux travailleurs ont tourné le dos à la gauche. Leur colère et leur frustration ont été manipulées par les populistes de droite de la Lega et de Fratelli d'Italia, qui ont eu beau jeu de se présenter comme les seuls opposants à l'UE et comme les défenseurs des « Italiens » face aux désastres de la mondialisation libérale.

Une gifle réactionnaire à l'ordre libéral

La victoire de Meloni aux élections de 2022 a été une gifle réactionnaire au libéralisme dominant représenté par le gouvernement d'union nationale de l'euro-banquier Mario Draghi. La gauche étant prosternée devant les banques et l'UE, il était facile pour Meloni de faire campagne contre le pouvoir écrasant du « *grand capital, des multinationales, des lobbies* » et contre la « *marginalité et subordination imposées par la gauche italienne au gouvernement pour plaire à ses partenaires européens* », et d'accuser la gauche d'être responsable des confinements, du marasme économique et de la souffrance de la population.

Mais la droite travaille aussi pour les banques et les grandes multinationales. Elle tente d'apporter une réponse différente au même problème : comment maintenir et augmenter les profits des capitalistes italiens en mettant en avant le protectionnisme et en essayant de donner à l'Italie un poids plus important au sein de l'UE et de l'OTAN.

Depuis qu'elle a remporté les élections, Meloni a également été un fidèle exécutant des intérêts de la classe dirigeante italienne : les financiers, les grands capitalistes, les fonds d'investissement impérialistes. Elle a mis de côté son opposition à l'UE et poursuit résolument « l'agenda Draghi » :

- 1) Soutenir l'OTAN et sa guerre par procuration contre la Russie en Ukraine ;
- 2) Soutenir l'UE et payer la dette extérieure en étranglant le peuple ;
- 3) Faire payer aux travailleurs le coût de la crise en augmentant le prix de l'énergie, des denrées alimentaires et des prêts hypothécaires, tout en gelant les salaires et en annulant le revenu de citoyenneté (RDC).

Ce programme est partagé par le PD. Sa dirigeante Ely Schlein a salué le revirement de Meloni par rapport à ses anciens slogans anti-UE et elle présente le PD comme un rempart de l'OTAN et de l'UE contre le « poutinisme » de Matteo Salvini. Quant à l'opposition au gouvernement, le PD se contente d'agiter à la télévision les épouvantails impuissants du libéralisme : Fratelli d'Italia est infesté de porcs misogynes ? Votez pour le PD, dont les coupes dans les services sociaux ont fermé des centaines de centres de planning familial et rendu le

droit à l'avortement inapplicable ! Salvini et Meloni refusent d'aider les bateaux de réfugiés ? Votez pour le PD, qui a inventé les refoulements en mer et les centres de détention et qui a permis que des millions d'immigrés soient utilisés comme réserve de main-d'œuvre sans droits et soumise au chantage. Le système de santé s'effondre ? Votez pour le PD qui l'a saigné à blanc et qui continuera à le faire pour payer la dette nationale. Meloni a prolongé les contrats à durée déterminée, s'oppose au salaire minimum et réduit le RDC ? Votez pour le PD qui a entériné la précarité à vie (Jobs Act), imposé la retraite à 67 ans (loi Fornero) et s'est farouchement opposé à l'introduction du RDC.

Les dirigeants de la CGIL [Confédération générale italienne du travail], voyant que Meloni suivait les diktats euro-atlantiques sur l'Ukraine, lui ont immédiatement tendu un rameau d'olivier en l'invitant à leur Congrès de mars 2023. Depuis, leur mot d'ordre est de **calmer le jeu !** Ils n'ont pas levé le petit doigt pour lutter contre la vie chère quand l'inflation grimpait en flèche et que les taux d'intérêt s'affolaient. Quand les périphéries des villes du Sud étaient en ébullition contre la baisse du RDC et l'augmentation de la précarité, ils ont fait à peine trois manifestations et évité toute grève. Les demi-grèves de novembre contre le projet de loi de finances en sont restées là dès que le gouvernement a brandi la menace des réquisitions. Et sur l'Ukraine et la Palestine, les dirigeants de la CGIL ont appelé les brigands impérialistes de l'UE et de l'ONU à ramener la paix, en se gardant bien de lever le petit doigt dans les usines et les ports contre le soutien du gouvernement à l'Ukraine et à Israël.

La classe ouvrière doit s'opposer à l'UE et à l'OTAN et défendre la Palestine

Pour vaincre le gouvernement Meloni, il faut organiser une lutte contre l'ordre impérialiste euro-atlantique et les forces qui le soutiennent : le PD, la gauche libérale et les dirigeants syndicaux traîtres. La crise impérialiste internationale continuera d'aggraver les conditions de vie des travailleurs et d'entraîner toujours plus le prolétariat vers la guerre. Il n'est pas possible de revenir en arrière, aux années d'expansion pacifique de l'impérialisme mondialisé qui ont jeté les bases de la crise actuelle. Il n'est pas non plus possible d'envisager de contrer ces évolutions par des luttes purement syndicales ou des objectifs politiques limités. Pour aller de l'avant, **un pôle révolutionnaire doit émerger au sein de la classe ouvrière pour lutter contre l'UE, contre l'OTAN et pour défendre la Palestine !**

L'Italie hors de l'UE et de l'euro ! Il n'est pas possible d'augmenter les salaires, d'investir dans la santé, l'école, le logement et les retraites sans mettre fin à l'austérité permanente **en répudiant la dette impérialiste**. Il n'est pas possible de réindustrialiser et de moderniser le Sud sans des investissements gigantesques qui nécessitent **l'expropriation des banques et des multinationales de l'énergie et de l'agroalimentaire** sous le contrôle des travailleurs. Tout cela nécessite de rompre avec l'alliance euro-

péenne et l'euro, qui engraisent une poignée d'impérialistes et étranglent les masses.

À bas l'OTAN ! Il faut empêcher l'envoi d'armes et d'aide à l'Ukraine et à Israël ! Afin de préserver leur mainmise sur le monde dont ils sentent qu'elle leur échappe, les impérialistes de l'OTAN et de l'UE ont encerclé militairement et économiquement la Russie et provoqué une guerre faisant des centaines de milliers de victimes pour vaincre la Russie et dominer l'Ukraine. La guerre en Ukraine a coûté des centaines de milliards aux travailleurs de toute l'Europe, elle a provoqué une inflation qui a réduit les salaires réels de 8 % et elle menace d'entraîner les masses laborieuses de toute l'Europe dans une guerre catastrophique. La domination impérialiste du monde néo-colonial, garantie par l'OTAN, permet aux capitalistes d'exploiter doublement les travailleurs du tiers-monde et de baisser les salaires et détériorer les conditions de vie ici aussi, avec une guerre entre pauvres sur les salaires et les délocalisations. S'opposer à l'OTAN est crucial pour construire une alliance entre la classe ouvrière des pays impérialistes et les masses laborieuses du tiers-monde, contre l'exploitation commune et l'oppression nationale.

La classe ouvrière organisée doit lutter pour la **libération de la Palestine**. Si l'on n'empêche pas les impérialistes et leurs agents israéliens de massacrer le peuple palestinien sans être inquiétés et d'asservir les masses arabes au Moyen-Orient, leur système d'exploitation sera renforcé partout. Il faut relancer le mouvement de défense de la Palestine en le liant aux luttes des travailleurs, des immigrés et des jeunes contre leur oppresseur commun : l'impérialisme. La classe ouvrière internationale peut mettre fin au massacre. L'Italie est le troisième fournisseur d'armes à Israël. Les syndicats peuvent les arrêter ! L'Italie est truffée de bases de l'OTAN et des États-Unis qui contrôlent la Méditerranée. Les travailleurs peuvent se battre pour les fermer ! L'Italie a des troupes au Liban et dans la mer Rouge. Les travailleurs doivent exiger leur départ ! Pour défendre la Palestine, le gouvernement doit être mis au pied du mur. Une véritable grève contre le gouvernement aiderait la Palestine mille fois plus que les plaidoyers platoniques du Pape ou de Landini (chef de la CGIL). Elle aiderait les travailleurs à arracher des augmentations de salaire et des investissements massifs dans la santé, l'éducation et les retraites. Rien de tout cela ne pourra se produire tant qu'il y aura à la tête des syndicats des gens qui soutiennent l'impérialisme italien. Nous devons construire une opposition anti-impérialiste dans le mouvement syndical qui lutte pour en **chasser les lèche-bottes de l'UE et de l'OTAN !**

En faisant sienne la lutte pour la libération de la Palestine, le mouvement ouvrier contribuerait également à surmonter le racisme et l'islamophobie qui divisent travailleurs italiens et immigrés et affaiblissent la classe ouvrière. Cette division sert les intérêts des patrons et n'est pas seulement le fait de la droite raciste, mais aussi de la gauche libérale. En trente ans, les gouverne-

SPARTACO 

Organo della Lega trotskista d'Italia
sezione della Lega comunista internazionale (quartinternazionalista)

Abbonatevi ora!

Abbonamento a 3 numeri: 5 €



ments libéraux ont importé cinq millions de travailleurs, les maintenant dans la ségrégation et sans droits au bas de l'échelle sociale, afin de les utiliser comme main-d'œuvre bon marché soumise au chantage et afin de faire baisser les salaires de tous. En réponse, la droite a monté les travailleurs contre les immigrés pour écarter du danger le véritable responsable du manque de logements, de services sociaux et d'emplois décents : le profit des capitalistes. Pour servir *leurs* intérêts, les travailleurs doivent rejeter cette polarisation réactionnaire et se battre pour *défendre les immigrés, lutter contre la ségrégation raciale et obtenir des emplois et des logements pour tous !* C'est le seul moyen de rompre l'isolement des immigrés et d'améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la classe ouvrière.

Le mouvement propalestinien doit briser la camisole de force dans laquelle les libéraux et les réformistes l'ont enfermé. Les manifestations durent depuis des mois. Les étudiants protestent tous les jours. Mais le programme libéral sur lequel repose le mouvement – ouvrir les yeux de l'ONU, de l'UE, des gouvernements pour qu'ils freinent les sionistes – ne mène nulle part. Israël est un avant-poste américain au Moyen-Orient. « Genocide Joe » Biden et les dirigeants américains ne le lâcheront jamais. Ely Schlein et compagnie se mettent au garde-à-vous dès que les intérêts de l'impérialisme euro-atlantique sont remis en question. Le PD a soutenu l'envoi de la marine en mer Rouge pour défendre les voies de navigation et les intérêts d'Israël. Lorsqu'Israël a tenté d'entraîner l'Iran dans sa guerre contre le peuple palestinien, Schlein a tendu la main à Meloni en promettant de « collaborer dans l'intérêt de l'Italie ». Il n'est pas possible de défendre la Palestine sans *se débarrasser du PD et de la gauche qui soutient l'UE et l'OTAN.*

La gauche doit choisir son camp : Avec les travailleurs et la Palestine ou avec Santoro et Schlein

La situation pousse les jeunes et les travailleurs les plus combattifs à s'opposer à l'OTAN, à l'UE et au gouvernement Meloni et à se heurter au PD et aux pacifistes libéraux. Il est clair qu'il faut un front commun des forces luttant pour la Palestine et prenant le côté de la classe ouvrière, contre le PD, l'UE et l'OTAN. Mais la gauche radicale est faible et divisée et elle refuse de se baser ouvertement sur un programme de *guerre de classe contre l'impérialisme.* Elle préfère se mettre pathétiquement en quête d'alliés influents et respectables : l'Alliance Verts-Gauche, les ex-juges à la De Magistris, les journalistes autour du PD à la Santoro, les cardinaux amis et, pourquoi pas, le « bon pape » Bergoglio.

Santoro et d'autres personnalités dans l'orbite du PD se présentent aux élections européennes avec la liste « Paix, Terre, Dignité » (PTD) pour ramener dans le giron du PD les abstentionnistes dégoûtés par sa politique belliciste et anti-ouvrière. Santoro est clair : « *Je ne suis pas contre l'OTAN. Je suis pour que l'Alliance atlantique en Europe soit dirigée par des Européens* » et il ressort

la vieille rengaine que « *le salut peut partir de l'Europe si elle se réinvente et si, partant de la réconciliation entre la Russie, les États-Unis et l'Occident, elle se tourne vers le monde pour construire la paix* ». Un rôle similaire est joué par le M5S de Conte, qui s'oppose à l'envoi d'armes en Ukraine et déplore les massacres à Gaza. Mais les pacifistes finissent toujours par s'agenouiller devant les dogmes de la classe dirigeante : pas d'opposition à l'OTAN, pas d'opposition à l'UE, droit d'Israël à « se défendre ». L'idée que la paix peut être maintenue par des prières, de la diplomatie et des appels à l'ONU a pour seul résultat concret de tromper les travailleurs et de les empêcher de prendre les choses en main et de mettre en œuvre leur propre action directe contre l'impérialisme et le gouvernement.

Potere al Popolo (PAP – Pouvoir au peuple) fait partie des organisations qui se sont le plus clairement rangées du côté de la Palestine, contre l'OTAN et l'UE. À l'université, les étudiants de Cambiare Rotta (Changer de route) ont été à l'avant-garde des campements pour Gaza. Mais au lieu de démasquer la gauche atlantiste, PAP est constamment impliqué dans des blocs avec des forces qui soutiennent l'UE et l'OTAN.

Pendant des mois, PAP a courtisé Santoro jusqu'à ce qu'il soit finalement obligé de prendre ses distances avec lui parce qu'il n'arrivait même pas à faire dire à Santoro le mot « *ge-no-ci-dio* » que même les bonzes de l'ONU répètent maintenant. (Rifondazione comunista, qui aime pourtant écrire des articles contre l'euro-atlantisme du PD et pour la défense de la Palestine, n'a même pas eu ces scrupules et a pris le train en marche de Santoro et compagnie.)

Mais même après la rupture avec Santoro, PAP a appelé à voter pour l'Alliance des Verts et de la Gauche (AVS), une force qui, selon les propres termes de PAP, « *a agi pendant toutes ces années en "ravalant" la façade du centre gauche* » et pour laquelle ses militants ne voudraient pas voter parce qu'elle est « *compromise avec le PD* ». Alors pourquoi voter AVS ? Pour « *donner une gifle à l'extrême droite européenne, à Meloni et à Orban* », explique PAP, « *et pour essayer de libérer Ilaria Sallis des prisons hongroises* ». Mais on ne peut absolument pas donner une gifle à l'extrême droite en soutenant les partis pro-impérialistes qui l'ont fait grandir ! Au contraire, cela pousse les travailleurs mécontents encore plus dans les bras des populistes et aggrave la position des militants antifascistes face à la répression !

Les étudiants de Cambiare Rotta à Rome, avec le dirigeant du Réseau des Communistes (RDC), Luciano Vasapollo, ont été reçus en audience par le chef de la Conférence épiscopale italienne, le cardinal Zuppi, et le Pape. Quel message envoient-ils ainsi aux travailleurs ? Que l'Église n'est pas un pilier de la réaction capitaliste, qu'elle ne jette pas de la poudre aux yeux des masses, mais qu'elle est une alliée dans la lutte pour la paix.

Le programme de PAP et des groupes communistes qui le composent, tels que RDC et Cambiare Rotta, propose des solutions qui sont le contraire de ce



Giorgia Meloni et le secrétaire de la CGIL Maurizio Landini lors du congrès syndical à Rimini, 17 mars 2023.

qu'il faut. Pour la Palestine, PAP appelle à « *une conférence internationale de paix sous l'égide de l'ONU* », c'est-à-dire des parrains impérialistes d'Israël et de leurs laquais. À la crise de l'ordre impérialiste libéral, il oppose « *la fin de la subordination de l'UE [par rapport à l'OTAN] et le dépassement de l'OTAN, pour affirmer un nouveau système de relations égales et multipolaires* ».

Les illusions sur la bienveillance des institutions impérialistes internationales et la possibilité de créer un monde de « *relations égales* » sont à l'opposé de ce qui est nécessaire : mobiliser la classe ouvrière internationale dans la lutte contre l'impérialisme. Comme l'expliquait Lénine pendant la Première Guerre mondiale, le programme de paix des communistes

« doit consister avant tout à démasquer l'hypocrisie des belles phrases bourgeoises, social-chauvines et kautskistes sur la paix. C'est le point primordial et essentiel. Sans cela, nous sommes les auxiliaires involontaires ou volontaires de la *mystification* des masses [...] Notre "programme de paix", enfin, doit consister à expliquer que les puissances impérialistes et la bourgeoisie impérialiste *ne peuvent pas* nous donner une paix démocratique. *Il faut* la chercher et tâcher de l'obtenir, *non pas en regardant en arrière*, vers l'utopie réactionnaire d'un capitalisme *non* impérialiste ou d'une alliance de nations égales en droits *au sein* du régime capitaliste, mais *en s'orientant en avant*, vers la révolution socialiste du prolétariat. Aucune des revendications démocratiques essentielles n'est réalisable sur un plan tant soit peu large et solide dans les États impérialistes avancés autrement qu'*au travers* de batailles révolutionnaires sous le drapeau du socialisme. »

– « À propos du "programme de paix" », 1916

Les choses sont encore pires si l'on considère les groupes « trotskystes » et « léninistes », qui refusent parfois de soutenir les pacifistes aux élections mais capitulent encore plus ouvertement devant l'impérialisme ! Le Parti communiste des travailleurs (PCL) et le Parti d'alternative communiste (PDAC) sont aux côtés de la Palestine et se disent opposés à l'OTAN et à l'UE. Mais depuis deux ans, ils soutiennent la « victoire de l'Ukraine » qui, dans la guerre contre la Russie, agit au nom de l'OTAN et de l'UE. Le PCL critique la minorité de travailleurs plus conscients qui se sont concrètement opposés à l'envoi d'armes. Cette politique rend toute opposition à l'OTAN et à l'UE absolument impossible et, de fait, range le

PCL et PDAC dans un bloc avec la bureaucratie syndicale pro-impérialiste de Landini et compagnie.

D'autres, comme Lotta comunista, prêchent la gloire future du communisme qui résoudra tous les maux du monde. C'est tout à fait vrai. Entre-temps, ils prétendent qu'Israël et les Palestiniens sont tout aussi réactionnaires les uns que les autres et que les communistes ne devraient pas défendre la Palestine ; ils rejettent avec dédain la lutte de libération nationale des masses arabes opprimées par les impérialistes. Sur la base de ces arguments faussement internationalistes, ils enseignent aux travailleurs à ne pas s'opposer aux impérialistes italiens, à l'OTAN et à leur avant-poste israélien au Moyen-Orient. À Gênes, où ils occupent des postes de direction au sein de la CGIL et de sa section portuaire, ils ont boycotté les tentatives des travailleurs du Collettivo autonomo lavoratori portuali (CALP) et de l'Unione sindacale di base (USB) d'empêcher l'envoi d'armes à Israël. En cela, ils ne sont pas différents des bureaucrates pro-impérialistes à la Landini et ils trahissent la lutte contre le génocide à Gaza.

Le résultat final, c'est que, bien qu'il y ait des dizaines d'organisations communistes et marxistes qui disent s'opposer à l'impérialisme, il n'y a tout simplement pas ce qu'il faut dans les élections européennes : *une force ouvrière contre le PD et contre Meloni, pour la libération de la Palestine et opposée à l'UE et à l'OTAN.*

La faiblesse de la gauche face au gouvernement provient de son refus de se battre sous le drapeau de la guerre de classe contre l'impérialisme euro-atlantique. Elle préfère ramper devant les libéraux et les pacifistes, qui à leur tour rampent devant le PD et le gouvernement. Mettre fin à cette politique ne peut que renforcer la lutte pour la Palestine et la lutte pour les intérêts des travailleurs et des opprimés. La tâche fondamentale des communistes aujourd'hui, comme à l'époque de Lénine, est de *doter la classe ouvrière de son propre parti politique indépendant.* Les jeunes et les travailleurs qui veulent changer les choses doivent réfléchir et agir en ce sens. C'est la seule façon de surmonter l'insignifiance de la gauche et de mobiliser la classe ouvrière dans une lutte victorieuse contre le gouvernement. La Lega trotskista d'Italia fera tout ce qu'elle peut pour aller dans cette direction et elle invite ceux qui sont d'accord à se joindre à l'effort commun. ■

Léon Trotsky contre le front populaire

Nous publions ci-après quelques fragments des écrits de Trotsky contre le Front populaire des années 1930. À l'époque, le Parti communiste français regroupait, en dépit de sa stalinisation, l'essentiel de l'avant-garde prolétarienne qui cherchait à émuler la révolution d'Octobre, et la base ouvrière du PS/SFIO penchait à gauche. À travers l'alliance avec les radicaux bourgeois, le rôle du Front populaire a été alors de neutraliser la montée révolutionnaire du prolétariat dont l'apogée a été Juin 36. De nos jours, les deux partis historiques des travailleurs, profondément discrédités, ne sont que l'ombre à peine discernable de ce qu'ils étaient, et sur toutes les questions clés ils se placent *à droite* de la France insoumise, un parti bourgeois populiste de gauche. C'est précisément à cause du discrédit des sociaux-démocrates du PCF et du PS que LFI joue le rôle central dans le maintien du mouvement ouvrier en état d'impuissance.

Dans les années 1930 le prolétariat français faisait face à un mouvement fasciste croissant qui cherchait à détruire les organisations du mouvement ouvrier. Semant la paralysie et la démoralisation, le Front populaire pava la voie à Vichy. Aujourd'hui, le prolétariat ayant subi une série de défaites qui a culminé avec l'échec des mobilisations contre la réforme des retraites l'an dernier, la bourgeoisie n'a pas besoin de bandes fascistes, et le Rassemblement national s'est consolidé en tant que parti bourgeois parlementaire raciste et anti-ouvrier. Le Nouveau Front populaire (NFP) cherche à se justifier comme « rempart » contre la montée

de la réaction, mais son rôle est toujours le même : paralyser la classe ouvrière en l'enchaînant à la bourgeoisie. Tant qu'il n'y aura pas un pôle ouvrier contre la réaction, le NFP continuera ainsi à paver la voie au RN vers l'Élysée.

Hier comme aujourd'hui, la tâche des révolutionnaires est d'œuvrer à la *rupture* du front populaire, comme insistait Trotsky, pour faire avancer l'indépendance de classe prolétarienne face à la bourgeoisie. LO, NPA-R et RP ont lamentablement failli à cette tâche centrale en refusant d'appeler, au deuxième tour des législatives en juillet, à l'abstention vis-à-vis de l'aile gauche populiste du front populaire, et/ou du PCF.

« L'heure de la décision approche... Sur la situation en France » (1938)

Le Front populaire est une coalition de partis. Toute coalition, c'est-à-dire toute alliance politique durable a, nécessairement comme programme d'action, le programme du plus mesuré des partis coalisés. Le Front populaire signifiait dès le début que socialistes et communistes plaçaient leur activité politique sous le contrôle des radicaux. Les radicaux français représentent le flanc gauche de la bourgeoisie impérialiste. Sur le drapeau du parti radical sont inscrits « patrio-

NFP...

Suite de la page 2

remobilisation du deuxième tour ne traduit aucune confiance dans le front populaire, mais simplement la peur du RN. Les mélenchonistes ont surtout réussi à mobiliser la petite-bourgeoisie urbaine libérale et les quartiers en agitant la peur justifiée du RN ; ils ont été réélus dans ces circonscriptions avec une marge encore plus confortable qu'il y a deux ans. Ailleurs, le mélenchonisme a souvent reculé, écrasé par l'arc républicain allant des Républicains de Sarkozy et Larcher au PCF et à François Ruffin. Le front populaire a reculé en fait en pourcentage de voix lors du premier tour dans plusieurs anciennes régions industrielles comme la Seine-Maritime, le Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine, où le RN se renforce.

Malgré la légère progression relative de la gauche par rapport à il y a deux ans (environ un quart de sièges de plus) et la déconfiture macroniste, les insoumis et le PCF perdent des sièges. Rousset, l'homme qui fustigeait les bénéficiaires d'allocations et la révolte des quartiers, a perdu dès le premier tour au profit du RN une circonscription qui revenait au PCF depuis 1962. Le regain de mobilisation pour le front populaire a essentiellement servi à son aile droite (PS et Verts) et à sauver des sièges pour les macronistes et même les Républicains. Merci Mélenchon pour ce résultat.

Le taux de participation électorale des ouvriers est remonté à 54 % au premier tour (contre 66 % pour l'ensemble des inscrits), mais 57 % des ouvriers qui

ont voté l'ont fait pour le RN. Autrement dit, trois ouvriers sur dix dans le pays se sont déplacés aux urnes au premier tour pour aller voter RN, et cette proportion est probablement du même ordre pour le deuxième tour. Malheureusement, en l'absence d'un pôle ouvrier anti-RN qui soit opposé au NFP, cette opposition sourde au front populaire n'a pu s'exprimer, pour l'essentiel, que dans le vote réactionnaire pour le RN. Grosso modo il y a un ouvrier sur deux qui vote, et parmi les votants il y a environ deux ouvriers qui votent RN pour chaque ouvrier qui vote NFP. La moitié de la classe ouvrière est passive ou dégoûtée, se détournant des urnes, et dans l'autre moitié ce sont les réactionnaires qui drainent l'essentiel de la rage contre le système libéral qui lamaine si cruellement les travailleurs depuis 30 ans.

La légère progression de LO en voix lors du premier tour est essentiellement due au regain général de participation. En pourcentage, la progression de LO a été infinitésimale, passant de 1,04 % à 1,14 %, malgré l'absence de concurrence d'autres groupes se réclamant du trotskysme dans la plupart des circonscriptions. Là où le NPA-R s'est présenté, il fait en général environ la moitié de LO. C'est un échec complet pour l'extrême gauche.

RP proclame comme une grande victoire ses 3,7 % à Saint-Denis, mais c'est un score très faible quand on pense que toute l'organisation nationale de RP a concentré ses forces sur cette seule circonscription en bénéficiant de la célébrité médiatique d'Anasse Kazib. Ses vantardises mesquines sur le fait que RP a dépassé le score de LO dans la circons-

cription ne servent qu'à faire ressortir le fait que ces deux groupes se faisaient mutuellement concurrence, alors que les travailleurs ne voyaient pas et ne pouvaient pas voir de différence politique significative entre ces deux organisations.

Pourquoi le vote pour le NFP n'est pas un rempart contre le RN

Tôt ou tard le prochain gouvernement de front républicain, quelle que soit sa composition exacte, va tomber et le seul parti qui n'aura pas été compromis, le RN, en ressortira considérablement renforcé et gagnera, selon le type d'élection, soit Matignon avec une majorité absolue, soit directement l'Élysée. Dans tous les cas, le NFP, avec son front républicain, aura pavé la voie au RN, exactement comme nous en avons fait la mise en garde.

J'étais au rassemblement du front populaire place de la République il y a aujourd'hui une semaine, et beaucoup de gens refusaient notre tract du fait de notre refus de voter pour le front populaire. Il y avait là le NPA-Poutou, la Gauche révolutionnaire et le mal-nommé nouveau « Parti communiste révolutionnaire » (PCR, grantiste) qui faisaient campagne pour le front populaire. Les militants du PCR étaient interloqués à l'idée qu'on puisse ne pas voter pour le front populaire.

Il est clair que parmi les présents ceux qui soutenaient le PS, le PCF ou les Verts étaient en minorité. Les gens qui étaient là se préparaient à voter pour le front populaire en se bouchant le nez.

Le seul parti de gauche qui trouvait grâce auprès de la majeure partie des

gens avec qui j'ai discuté était LFI. En réalité, sans l'autorité politique que les mélenchonistes donnaient au front républicain par leur simple participation, il n'y aurait pas eu du tout de front républicain. Personne n'aurait écouté les appels à voter Hollande, Borne ou Darnaudin. Vous avez peut-être lu la semaine dernière l'article de *L'Humanité* sur la circonscription d'Élisabeth Borne, qui a été réélue grâce au désistement d'un insoumis ; la très républicaine *Humanité* ne trouvait à interviewer pratiquement que des gens qui soit votaient RN, soit qui voulaient s'abstenir.

L'argument de beaucoup de gens place de la République était l'urgence absolue. Évidemment cela fait 40 ans que l'on nous parle de l'urgence et que soi-disant on réglera ses comptes après, mais c'est un argument qui avait plus de poids que jamais.

Effectivement, il était tout à fait possible que, sans front républicain, le RN parvienne à une majorité absolue, et il l'aurait peut-être bien obtenue si ne s'était pas constitué un front républicain suffisamment solide. Qu'est-ce que les travailleurs auraient alors gagné à un refus du mouvement ouvrier de s'aligner sur le front républicain, par rapport à la situation où nous sommes aujourd'hui ? Pour que les travailleurs rompent avec leur direction il faut déjà qu'une alternative crédible politiquement se présente en montrant concrètement qu'il y a une voie hors du front populaire. Si cela avait été le cas, une certaine proportion de travailleurs ne se sentirait pas liée aux traîtres qui aujourd'hui vont nous gouverner, et cela aurait jeté des bases objectives pour construire un

tisme » et « démocratie ». Le patriotisme signifie la défense de l'empire colonial de la France ; la « démocratie » ne signifie rien de réel, mais sert seulement à enchaîner au char de l'impérialisme les classes petites-bourgeoises.



Basil Blackwell, Inc.
Le Commissaire à la guerre et organisateur de l'Armée rouge s'adresse à ses soldats.

doit se réaliser uniquement dans la lutte irréductible contre la représentation parlementaire traditionnelle de la petite-bourgeoisie. Pour gagner le paysan à l'ouvrier, il faut le détacher du politicien radical qui l'asservit au capital financier. Contrairement à cela, le Front populaire, complot de la bureaucratie ouvrière

« La France à un tournant » (1936)

Le Front populaire, nous dit-on non sans indignation, n'est nullement un cartel, mais un mouvement de masse. Les définitions pompeuses ne manquent pas, certes, mais elles ne changent rien aux choses. Le but du Cartel a toujours été de *freiner* le mouvement de masse en l'orientant vers la collaboration de classe. Le Front populaire a exactement le même but. [...]

Un principe élémentaire de la stratégie marxiste est que l'alliance du prolétariat avec les petites gens des villes et des campagnes

avec les pires exploités politiques des classes moyennes, est tout simplement capable de tuer la foi des masses dans les méthodes révolutionnaires et de les jeter dans les bras de la contre-révolution fasciste. [...]

[Le Front populaire] représente un conglomérat d'organisations hétérogènes, une alliance durable de classes différentes liées pour toute une période – et quelle période ! – par une politique et un programme communs – une politique de parade, de déclamation et de poudre aux yeux. À la première épreuve sérieuse, le Front populaire se brisera et toutes ses parties constitutives en sortiront avec de profondes lézardes. La politique du Front populaire est une politique de trahison. [...]

Il est impossible de ne pas s'indigner quand on lit les déclarations de chefs vantards qui prétendent que le Front populaire a « sauvé » la France du fascisme ; en réalité, cela veut tout simplement dire que nos héros affolés se sont épargnés par leurs encouragements mutuels une frayeur plus grande encore. Pour combien de temps ?

« Le R.S.A.P. et la IV^e Internationale » (1936)

La question des questions est à présent celle du Front populaire. Les centristes de gauche cherchent à présenter cette question comme purement tactique ou même comme une manœuvre technique, de manière à pouvoir continuer en pratique à mener leurs petites affaires. En réalité, à notre époque, le Front populaire est la *question principale de la stratégie de classe prolétarienne*. Il fournit aussi le meilleur critère pour la différence entre bolchevisme et menchevisme, car on oublie souvent que le plus grand exemple historique de front populaire, c'est la révolution de février 1917. De février à octobre, les mencheviks et les social-révolutionnaires, ont été en alliance étroite et en coalition permanente avec le parti bourgeois des « cadets », avec lequel ils ont formé une série de gouvernements de coalition. Sous le signe du Front populaire, se trouvait toute la masse du peuple, y compris les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats. Bien sûr, les bolcheviks participaient aux soviets. Mais ils ne faisaient pas la moindre concession au Front populaire. Ils exigeaient la *rupture* de ce Front populaire, la destruction de l'alliance avec les cadets, et la création d'un véritable gouvernement ouvrier et paysan. ■

pôle ouvrier anti-RN opposé au front populaire.

La classe ouvrière aurait été en bien meilleure position pour se défendre qu'aujourd'hui où ce sont ses propres dirigeants, pour qui elle a voté (quand elle n'a pas voté pour l'extrême droite ouvertement anti-ouvrière et raciste), qui se préparent à porter au pouvoir le gouvernement qui va mener les attaques contre elle. Les syndicats, dont on aurait pu imaginer qu'ils pourraient se dresser pour mobiliser les travailleurs en cas de gouvernement RN, vont au contraire maintenant plaider la modération auprès de leur base en argumentant qu'il faut éviter la chute du front républicain de peur de l'arrivée du RN. Déjà LFI dans son ensemble avait refusé depuis deux ans de voter les motions de censure contre les gouvernements précédents en argumentant qu'il ne fallait pas mêler ses voix au RN.

Dans le nouveau contexte ce n'est pas eux qui vont prendre sur eux de faire chuter le gouvernement d'Attal ou de son prochain clone à Matignon. Soit les dirigeants ouvriers réformistes font chuter le gouvernement et accélèrent l'arrivée au pouvoir du RN, soit ils le maintiennent artificiellement en vie en avalant toutes les couleuvres que leur fera avaler Macron. Autrement dit ils devront accepter des attaques qui vont terriblement démoraliser les travailleurs, ce qui va là aussi accélérer l'arrivée au pouvoir du RN comme l'a montré la défaite des retraites. Soit le RN gagne soit les travailleurs perdent, voilà l'alternative mortifère dans laquelle nous enferment les mélenchonistes et autres propagandistes du front populaire

en l'absence d'un pôle ouvrier anti-RN.

Comme il n'y aura pas de gouvernement stable issu de cette élection, les six mois ou un an, ou au maximum trois ans, qui auront été « gagnés » n'auront servi qu'à désorganiser encore plus l'avant-garde ouvrière en l'enchaînant à la bourgeoisie au travers de ce gouvernement qu'elle aura contribué à mettre en place et en la démoralisant. Plus longtemps ce gouvernement tiendra, pires seront les dégâts, voyez ce que cinq ans de gouvernement Hollande ont fait au mouvement ouvrier dans ce pays.

Tout ce que le vote pour le front populaire, et particulièrement pour LFI, aura obtenu, c'est de servir de marchepied à une partie des dirigeants de ces formations pour aller à la mangeoire macroniste gouvernementale ou au moins parlementaire. Les insoumis insoumis à Mélenchon et les bureaucrates vont ainsi se compromettre encore plus alors que vont se renforcer les illusions dans les mélenchonistes qui auront été exclus de ce cirque obscène. Le passage d'une partie des mélenchonistes dans le camp de Faure, Glucksmann et Macron ne sera pas un triste épilogue inattendu et contre nature, il faut que les travailleurs comprennent que c'est à cela que sert une formation bourgeoise populiste comme LFI : à fournir une issue parlementaire libérale à la bourgeoisie même quand une telle issue paraît impossible. Et de l'autre côté les travailleurs auront davantage d'illusions dans les insoumis restés avec Mélenchon, ce qui là aussi paralysera leurs luttes.

D'un côté comme de l'autre, la classe ouvrière va être encore plus affaiblie et l'inévitable victoire prochaine du RN

va se faire dans des conditions bien pires pour les travailleurs et les minorités. Donc le soi-disant temps gagné jusqu'à la victoire totale du RN, c'est du temps qui va couler contre nous. Il faut se rendre à l'évidence : ce n'est pas par des moyens parlementaires que l'on va empêcher Le Pen d'accéder au pouvoir ; il faut pour cela construire une *opposition ouvrière* au front populaire qui est en train de lui paver la voie.

Un programme contre le RN

Pour enrayer l'ascension du RN il faut un programme de revendications et une direction capable de diriger les travailleurs dans la lutte pour les arracher à la bourgeoisie. Nous avons consacré une bonne partie de notre dernier tract, pour le deuxième tour des élections, à esquisser dans ses grandes lignes ce que pourrait être un tel programme. Nous avons cherché à montrer qu'à chaque étape les mélenchonistes vont constituer un frein à la lutte pour ces revendications, comme ils l'ont été dans la lutte pour les retraites, dans la défense des jeunes des quartiers après la révolte d'il y a un an et dans le mouvement pour la libération nationale du peuple palestinien. On peut ajouter aussi à la liste la lutte pour la libération nationale et socialiste du peuple kanak où les mélenchonistes cherchent à sauver les accords coloniaux de Matignon et Nouméa pour que l'impérialisme français garde un pied dans le Pacifique.

Je vous invite à étudier attentivement ce tract. Je n'ai pas suffisamment de temps ce soir pour reprendre l'ensemble des points que nous avons mis en avant pour un tel programme. Je vais simple-

ment prendre un exemple ou deux qui, ce n'est pas un hasard, font revenir à la question de l'unité de la classe ouvrière contre la division raciale et ethnique qui ne fait que s'approfondir et qui la paralyse. C'est une question centrale, et il suffit de réfléchir une seconde aux dernières élections pour s'en convaincre.

Nous avons un article dans notre journal [*Le Bolchévik* n° 235] sur la grève des enseignants, notamment dans le 9-3. Cette grève et son échec sont un concentré des problèmes du mouvement ouvrier. La clé pour l'unité de celui-ci c'est de mobiliser sa propre base pour lutter contre la discrimination raciale. S'il ne prend pas ce problème à bras-le-corps, toutes les déclarations d'opposition aux campagnes racistes du gouvernement se limitent à des prêches moralistes qui ne font rien pour endiguer la montée du RN car pour cela il faut montrer aux travailleurs blancs qu'il est dans leur propre intérêt matériel de lutter contre cette discrimination. C'est vrai en général et cela se vérifie tout particulièrement pour les travailleurs de l'éducation.

Un article du *Monde* la semaine dernière indiquait que le score du RN parmi les enseignants est passé de 13 % en 2012 à 20 % cette année. C'est le résultat sur le long terme des campagnes de la gauche pour la laïcité républicaine et l'exclusion des femmes portant un foulard, une abaya ou un autre signe d'adhésion à l'islam.

Ce qui est allé de pair avec cette unité républicaine antimusulmans avec les gouvernements qui se sont succédé, c'est une dégradation terrible des salaires et des conditions de travail de

l'ensemble du personnel de l'éducation. Et la qualité de l'enseignement a reculé non seulement pour les élèves musulmans, mais pour tous les enfants. Une société qui désinvestit dans l'éducation c'est un indice indiscutable de déclin et de pourrissement. Pour sauver ses profits immédiats et rester dans la course par rapport à ses rivaux, la bourgeoisie française forme des générations nouvelles à l'ignorance, en sabrant dans ses investissements qui se traduiraient par davantage d'emplois qualifiés.

Mais les bureaucrates syndicaux SUD éducation, FERC-CGT et FSU, avec pour caution de gauche des militants de RP et de LO, ont canalisé la lutte vers des revendications économiques étroites limitées à un plan de financement d'urgence de l'éducation dans le 9-3. Or une éducation décente, cela exige des conditions de logement décentes, cela exige des cantines scolaires, des crèches et garderies gratuites et de qualité. Cela exige de lutter contre la discrimination raciale dans l'accès au logement, qui conduit à la dégradation des logements de l'ensemble de la classe ouvrière et des pauvres.

La lutte pour tout cela, qui inclut dès l'abord la nécessité d'exproprier les propriétaires fonciers qui accaparent les logements dont a besoin le peuple, exige une direction prête à en découdre avec la bourgeoisie. Aujourd'hui les organismes de HLM et les promoteurs ont pratiquement stoppé la construction de logements neufs car au vu des taux d'intérêt leur propre taux de profit sur ces opérations serait insuffisant. Ainsi, cette revendication élémentaire d'un logement décent pour tous conduit directement à la nécessité d'exproprier les banques.

On voit à la rage avec laquelle la bourgeoisie a accueilli la revendication sous-minimale du front populaire de rendre progressivement gratuites les cantines et les fournitures scolaires à quel point la bourgeoisie ne va rien lâcher sans qu'elle y soit contrainte et forcée. C'est pourquoi il faut une direction qui comprenne que la bourgeoisie est incapable de satisfaire les besoins les plus indispensables de la classe ouvrière et que pour lui arracher quoi que

ce soit il faut être prêt à tout lui prendre. Autrement dit, une direction opposée au front populaire et luttant pour chasser les bureaucrates syndicaux traîtres.

Voici un cas éclairant. L'aile gauche des mélenchonistes a présenté contre les mélenchonistes de droite dans le vingtième arrondissement de Paris Céline Verzeletti, une des principales figures de l'aile gauche de la direction de la CGT. Or elle est elle-même ex-dirigeante d'un « syndicat » de matons. Cela montre combien les mélenchonistes sont écartelés entre leurs discours de gauche en faveur des quartiers et leur républicanisme. Comment vont-ils lutter sérieusement pour défendre les jeunes des quartiers en faisant la promotion des garde-chiourmes de ces mêmes jeunes dans les prisons de la République ? De même, comment vont-ils défendre les musulmans opprimés et traités en masse de djihadistes en puissance tout en défendant encore aujourd'hui la loi raciste interdisant le foulard islamique dans les écoles ?

Il fallait s'adresser à toutes ces questions pour mobiliser la population du 9-3 derrière les profs en grève, et cela exigeait de rompre avec les chefs syndicaux de SUD et de la CGT, qui sabotaient ouvertement la grève, et avec les mélenchonistes. C'est ce que RP, impliquée dans la grève, a refusé de faire. J'étais à un rassemblement pour défendre un prof au tribunal il y a deux semaines. Les bureaucrates de SUD faisaient des heures sup pour promouvoir le front populaire. RP était là aussi, mais nous étions les seuls à lutter pour un pôle d'opposition au front populaire.

De même, une grève est appelée à Aéroports de Paris la semaine prochaine. La précédente grève de mai dernier, d'une journée également, n'avait guère perturbé le trafic parce que pour cela il aurait fallu non seulement refuser de rester par avance dans le cadre d'une journée d'action de 24 heures mais chercher à mobiliser les dizaines de milliers d'ouvriers, pour l'essentiel originaires des quartiers du 9-3, travaillant pour des sous-traitants sur la plate-forme aéroportuaire. Cela exigeait de lutter pour l'intégration de tous les sous-traitants à



Les Hijabeuses (ici en juin 2021) se battent pour le droit à jouer au foot en portant le foulard. Que ce soit à l'école ou sur le terrain de jeu, la chaîne syphilitique laicarde contre les femmes voilées s'étend de LO à Le Pen.

ADP, pour les pleins droits de citoyenneté pour tous, en particulier de refuser la discrimination contre les musulmans au travers des habilitations de sécurité dans le cadre de la guerre raciste « contre le terrorisme », pour des logements et des réseaux de transports de qualité dans le 9-3, etc. Les bureaucrates refusent de même évoquer toutes ces questions, et ils sabotent ainsi leurs propres appels à la grève. En résultat les syndicats sur les aéroports ne sont plus que l'ombre de ce qu'ils étaient il y a vingt ans.

Nous avons lancé dans notre journal un appel à la gauche marxiste sur la question des JO. Evidemment l'implantation de LO et plus encore du NPA-R et de RP est faible dans les syndicats, mais elle n'est pas nulle. Nous avons dit que les Jeux sont un point de vulnérabilité pour le gouvernement macroniste, et que c'est le moment de frapper. Pas de démocratie, pas de Jeux. C'est le moment d'exiger l'amnistie immédiate des jeunes des quartiers. Évidemment c'est une re-

vendication qui ne figure pas au programme du front populaire alors qu'il faudrait organiser la lutte maintenant, à un moment où la bourgeoisie craint doublement pour son image internationale avec les Jeux dans Paris et où la presse internationale est doublement présente. Il suffirait d'une ou deux grèves déterminées pour mettre un maximum de pression sur le gouvernement.

C'est là une perspective opposée à celle des mélenchonistes et du reste du front populaire. Ils vont passer les semaines qui viennent à des intrigues de couloir au Palais-Bourbon pour savoir laquelle de leurs revendications, déjà minables en soi, ils vont lâcher chaque jour pour essayer de trouver un accord de coulisse avec les macronistes. C'est pourquoi on ne peut faire avancer les intérêts des travailleurs, profiter de l'affaiblissement de la bourgeoisie et de son gouvernement, que si l'on rompt avec les mélenchonistes et les bureaucrates syndicaux, que si on lutte pour forger

lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (TROTSKYSTE)

BRÈVE

Ils se foot des droits des femmes

Publié le 04/03/2014

La fédération internationale de football (Fifa) a annoncé l'autorisation du port du voile pour les joueuses féminines. En même temps, elle prétend interdire les messages politiques... Quelle hypocrisie ! Le port du voile, symbole de l'oppression des femmes et de leur soumission forcée, est un message tout ce qu'il y a de plus politique.

La Fifa ne veut pas heurter les dirigeants de l'Iran ou du Qatar, pays où les droits des femmes n'existent pas, pour cause de religion. Lamentable.

Abonnez-vous !

LE BOLCHEVIK

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE

LIGUE COMMUNISTE INTERNATIONALE (QUATRIEME-INTERNATIONALISTE)

4 € pour 4 numéros plus *Spartacist* Hors de France : 6 €
Québec et Canada : 5 \$ (plus 2 numéros de *République Ouvrière*)

Nom _____ Tél. _____

Adresse _____ CP _____

Ville _____ Pays _____

Chèques : Société d'édition 3L
LB, BP 135-10, 75463 Paris Cedex 10

Québec et Canada - Chèques : Les Éditions collectives
C.P. 583 Succ. Place d'Armes, Montréal QC H2Y 3H8

Contactez-nous !



@leBolchevik_LTF

lfp@paris@hotmail.fr

Le Bolchévik
BP 135-10
75463 Paris Cedex 10
Tél. : 01 42 08 01 49

spartacist.org

une direction opposée à tous ces gens.

Alors RP et le NPA-R nous font maintenant de grandes déclarations sur les luttes. RP introduit son premier article de commentaire sur le deuxième tour en écrivant que, face à l'extrême droite, « *seules les luttes du monde du travail, de la jeunesse et des quartiers populaires permettront d'arracher nos revendications et de la faire reculer durablement* ». Malheureusement, loin d'en tirer les conclusions qui s'imposent en termes de direction, RP se contente de chercher à pousser à gauche les directions syndicales existantes, qui viennent de passer quatre semaines à faire campagne pour le front populaire. RP concluait son article en écrivant que « *les directions du mouvement ouvrier, à commencer par la CGT, doivent se mettre à la tête de ce travail, en cessant de se subordonner à la gauche institutionnelle* ». Il faudrait d'un seul coup que les Céline Verzeletti voient la lumière ? Allons donc. Et d'autant moins que RP a validé l'idée qu'on pouvait voter pour les mélenchonistes et le PCF. En faisant cela RP a fait obstacle à ce que les militants syndicaux de gauche rompent avec le front populaire et commencent à lutter sérieusement pour les revendications des travailleurs.

La faillite de l'extrême gauche dans ces élections

J'en reviens donc encore une fois à la capitulation de l'extrême gauche lors du deuxième tour. Il était de son devoir d'expliquer la nécessité de s'opposer au front populaire avant le premier tour et pendant toute la semaine de la campagne électorale jusqu'au second tour. Au lieu de cela, LO et RP ont fait des campagnes minables de premier tour où la première renonçait explicitement à l'idée que ses listes puissent être un facteur dans la re-composition de la gauche, et RP annonçait publiquement qu'elle ne faisait pas campagne contre le front populaire.

Certes, il semble que le NPA-R ait été nettement plus conséquent pour essayer de forger un bloc ouvrier anti-RN qui soit opposé au front populaire. Mais ensuite, entre les deux tours, son appel à voter LFI-PCF voire, au cas par cas, d'autres candidats de gauche, n'en est que plus désastreux. Pour les militants du NPA-R c'est une école de cynisme de prêcher pendant trois semaines que, je cite la lettre du NPA-R à LO du 12 juin, « *l'important pour nous, est de montrer que nous sommes opposés au Front populaire* » pour ensuite, lorsque la pression pour le front populaire monte encore de deux crans entre les deux tours, dire en substance que l'important pour le NPA-R est de montrer qu'il *n'est pas* opposé au front populaire et même qu'il appelle à voter pour certaines de ses composantes. Le NPA-R évoquait même la possibilité de voter pour d'autres partis que LFI-PCF, autrement dit le PS de Hollande-Faure et les Verts, au cas par cas.

De même Révolution permanente. Entre les deux tours, elle a renié toute indépendance face aux appareils de la gauche en appelant à voter pour les insoumis et le PCF, ce qui *fait obstacle* à la construction d'une *opposition* révolutionnaire à ces traîtres. Nous nous étions doutés publiquement dans notre tract du 1^{er} juillet que RP allait le faire,

Comment ils ont trahi leurs propres belles paroles

Avant le premier tour...

L'alliance électorale du Nouveau Front populaire (NFP) se présente comme l'antidote contre le RN. C'est oublier que, depuis quarante ans, la montée de l'extrême droite s'est nourrie des trahisons de la gauche au pouvoir.
- *Lutte Ouvrière*, 21 juin

L'important pour nous, est de montrer que nous sommes opposés au Front populaire, car sa politique est totalement contradictoire à la nôtre. L'important est d'affirmer l'existence d'un courant communiste, révolutionnaire et internationaliste.
- *Lettre à LO*, 12 juin

Dans ce cadre, il nous semblerait essentiel que l'extrême-gauche n'apparaisse pas totalement diluée et divisée dans cette élection, et exprime une forme d'unité qui n'a rien à voir avec celle du « front populaire » de la gauche institutionnelle. Un front électoral d'indépendance de classe [...].
- *Lettre à LO et au NPA-R*, 11 juin



... et après

Les électeurs de Lutte ouvrière peuvent vouloir voter pour un candidat du Nouveau Front populaire contre le RN. Si c'est le cas, ils peuvent le faire sans en être gênés.
- *Bulletins d'entreprise*, 1^{er} juillet

Là où néanmoins une candidature de LFI ou du PCF ferait face au RN, ou là où exceptionnellement une candidature d'autres partis de gauche le justifierait, nous appellerons à voter pour ces candidatures.
- *Communiqué de presse*, 1^{er} juillet

EELV et surtout le PS sont des organisations bourgeoises [...]. Pour les autres organisations qui composent le NFP, les coordonnées locales et le contexte de deuxième tour peuvent justifier un vote critique pour leurs candidats.
- *Révolution Permanente*, 3 juillet

au vu de sa campagne non oppositionnelle face au front populaire. Et donc RP a fini par déclarer le 3 juillet : « *les coordonnées locales et le contexte de deuxième tour peuvent justifier un vote critique pour leurs candidats* », c'est-à-dire ceux de LFI et du PCF.

De refuser tout vote pour Hollande et son Parti socialiste, c'était facile vu le dégoût que ce parti continue de susciter au vu de ses crimes au gouvernement contre les travailleurs avec la loi El Khomri, l'état d'urgence pendant un an et demi, le projet de loi sur la déchéance de nationalité, etc., etc. La vraie question c'était de s'opposer aux insoumis, l'aile gauche du front populaire. C'est là que résident les illusions du peuple, ce sont ces illusions qui ont permis le succès relatif du front populaire. Une véritable opposition au front populaire, cela exige de lutter contre l'influence du mélenchonisme justement sur les questions qui lui ont donné son autorité politique parmi les travailleurs, celles qui justement hérissent la bourgeoisie : sa défense platonique des quartiers et de la Palestine. Il fallait montrer que cette autorité était *usurpée* car les mélenchonistes, du fait de leur républicanisme, ne peuvent rien faire de concret pour violer ces lignes rouges de la bourgeoisie et n'ont effectivement rien fait de concret. Le refus de l'extrême gauche de mener cette lutte contre le mélenchonisme ne peut conduire qu'à la démoralisation d'un côté, vu l'absence d'alternative, et au renforcement de l'emprise du populisme bourgeois mélenchoniste de l'autre.

RP a ensuite déclaré le soir du deuxième tour :

« Une politique indépendante des appareils de la gauche et du régime sera décisive pour défendre les intérêts de

notre classe dans une situation nationale et internationale remplie de dangers. Elle est indissociable de la construction d'une véritable alternative politique révolutionnaire, ancrée dans le monde du travail, les lieux d'étude et les quartiers populaires. »

Encore de belles paroles sur l'indépendance face aux « appareils de la gauche » et sur « une véritable politique révolutionnaire ». Mais RP venait justement d'échouer lamentablement précisément dans cette voie.

LO s'est placée quelques millimètres à gauche du NPA-R et de RP. Ils n'ont pas déclaré comme RP qu'il serait « *justifié* » de voter LFI-PCF, mais néanmoins qu'il ne fallait pas éprouver la moindre gêne à le faire. Je cite : « *Les électeurs de Lutte ouvrière peuvent vouloir voter pour un candidat du Nouveau Front populaire contre le RN. Si c'est le cas, ils peuvent le faire sans en être gênés.* »

Autrement dit, puisqu'on a voté LO au premier tour contre le front populaire, ce n'est pas grave si on le soutient au deuxième. Vous avez voté au premier tour pour le camp des travailleurs, eh bien le camp des travailleurs est levé à la fermeture des bureaux de vote le 30 juin, après quoi vous pouvez aller voter pour le camp de la bourgeoisie. Car c'est bien ainsi que LO avait expliqué la nature du front populaire pendant la campagne, et à juste titre. LO sait parfaitement que voter pour le NFP, c'est s'enchaîner à la bourgeoisie au travers de sa caste politique, comme elle l'a dit elle-même, que c'est livrer les travailleurs à la bourgeoisie tout en disant « je vous aurai prévenus ». Dans la mythologie chrétienne, cette attitude est celle de Ponce Pilate qui abandonne Jésus aux juifs pour qu'ils le tuent en s'en lavant

symboliquement les mains.

C'est tout le contraire du rôle d'un parti d'avant-garde, qui est de ramer contre le courant au moment où il y a une campagne forcenée pour enchaîner les travailleurs au front républicain et donc à la bourgeoisie en agitant l'épouvantail du RN. Là LO a sombré corps et âme dans le marais puant du front populaire. Pour LO c'est vraiment une attitude profondément ancrée ; ils se vantent d'être au plus près du pouls des ouvriers, et qu'il faut s'adapter à la conscience des ouvriers. Oui les ouvriers opprimés, maintenus dans l'ignorance, trahis cent fois par leurs directions, votent pour les réactionnaires du RN ou les soi-disant progressistes hypocrites du front populaire, mais LO en tire prétexte pour capituler elle-même devant le front populaire. C'est une attitude pleine de lâcheté, et aussi de mépris petit-bourgeois, disons-le carrément, pour la classe ouvrière. L'argument de LO revient à dire que les éléments avancés de la classe, ceux qui votent LO, n'étaient pas capables de comprendre et de suivre des directives révolutionnaires ni même simplement des consignes électorales claires d'indépendance de classe.

C'est d'autant plus regrettable que les électeurs de LO n'ont certes pas été des millions, mais ils étaient tout de même plus de 350 000. C'est notamment parmi eux que vont se trouver les premiers cadres du parti ouvrier révolutionnaire de masse que tant LO que nous-mêmes appelons à construire. Mais la première chose à faire pour cela, c'est d'appeler précisément ces électeurs à surtout résister aux sirènes du front populaire. Au lieu de relever leur niveau LO s'est cachée derrière la partie la moins avancée de ses électeurs pour les laisser

voter pour le front populaire si bon leur semblait.

La période qui vient ne peut être vue comme un répit que si la gauche marxiste renonce à sa politique désastreuse pendant cette campagne électorale et s'attelle dès aujourd'hui à lutter pour un pôle ouvrier opposé au front populaire. Si elle ne le fait pas

en urgence, dans les plus brefs délais, chaque seconde de ce nouveau front populaire va contribuer à de nouvelles défaites et à une démoralisation encore plus profonde de la classe ouvrière, autrement dit, elle va accélérer la progression du RN vers l'Élysée. Nous n'avons guère de raisons d'être optimistes concernant l'extrême gauche

mais nous n'allons pas rester des spectateurs passifs qui commentent simplement, les bras croisés, la nécessité de la révolution socialiste un jour, comme le fait LO. Nous n'allons pas non plus lancer des slogans vides à la « Urgence révolution » comme le NPA-R. L'heure est au bilan des défaites qui viennent de se dérouler depuis les retraites, la

révolte des quartiers, le mouvement pour la Palestine et maintenant cette nouvelle progression du RN. L'heure est à la rupture avec le front populaire, condition pour que la classe ouvrière lutte pour ses propres intérêts de classe immédiats et avance vers la révolution. C'est la perspective que nous proposons. Je vous remercie. ■

Lettre ouverte **Non au front populaire** **LO, NPA-R, RP : Formez** **un bloc ouvrier contre le RN !**

La victoire écrasante du Rassemblement national dans 93 % des communes du pays dans les élections européennes est de sinistre augure pour les travailleurs et les minorités. Ce résultat et la dissolution du parlement par Macron mettent en lumière la grave crise du mouvement ouvrier, face à laquelle les vieilles recettes ne serviront à rien. Mais depuis dimanche les mélenchonistes ont mis en avant centralement la nécessité de reconstituer la NUPES qui nous a menés à la défaite des retraites et à la nouvelle progression du RN. Selon toutes les apparences ils viennent de réussir à faire alliance avec les bellicistes pro-ukrainiens du PS et avec les partisans de l'ordre républicain dans les banlieues du PCF. PS et PC venaient de passer six mois à vilipender les mélenchonistes en les taxant en termes de peines voilées d'antisémitisme parce que LFI refusait de ramper devant Macron sur la question palestinienne. On voit tout le rôle traître des mélenchonistes avec ce front populaire. Ils font revivre l'illusion qu'on pourrait stopper l'avancée de l'extrême droite avec des alliances libérales-républicaines et ils empêchent ainsi la lutte pour un pôle ouvrier contre la bourgeoisie.

Il est urgent de constituer une vraie

alternative ouvrière. Nous appelons le NPA-R, Révolution permanente et LO à former une alliance ouvrière dans ces élections, **contre** la droite et le front populaire, c'est-à-dire la NUPES-bis du PS-PCF-LFI. Il faut forger immédiatement une telle alliance cette semaine à temps pour les législatives, mais aussi afin de préparer les prochaines présidentielles et plus largement préparer une véritable alternative ouvrière à la réaction.

Si une telle alliance devrait sembler une perspective naturelle pour des gens qui se proclament révolutionnaires, les obstacles se trouvent dans ces mêmes organisations. Tous affirment être opposés à LFI et à la NUPES. Mais tous refusent de mener une lutte frontale contre leur influence de peur d'être accusés d'aider le RN. C'est précisément ce refus qui condamne l'extrême gauche à la marginalité et garantit la montée inexorable de la droite.

LO semble de son côté avoir déjà décidé de présenter toute seule ses propres candidats dans toutes les circonscriptions du pays et de ses colonies. Elle pense avec ce sectarisme maintenir pur et immaculé son drapeau rouge. Mais toute la tâche pour des révolutionnaires est de mettre les mains dans le cambouis en luttant directement pour la

direction de la classe ouvrière en montrant une voie concrète de lutte pour aujourd'hui et pas pour l'avenir indéfini.

Dans les élections européennes nous avons appelé à voter pour LO en soulignant que, pour battre la droite, elle devait défendre les jeunes des quartiers et lutter pour la libération de la Palestine. Son rejet de cette politique lui a coûté cher, notamment dans le 9-3.

Dans notre campagne nous avons interpellé LO sur la nécessité de lutter contre l'influence croissante des mélenchonistes, à quoi LO nous a invariablement répondu qu'elle lutte contre le capitalisme. Mais comment le faire sans lutter contre l'obstacle sur cette voie, c'est-à-dire LFI ? Jean-Pierre Mercier nous a pourtant répondu lors d'un meeting au Havre que l'ennemi n'est pas le mélenchonisme mais le RN – alors que c'est le refus de la gauche de lutter pour une alternative ouvrière aux mélenchonistes qui pave la voie au RN.

Quant au NPA-R, il faudrait qu'il rompe avec sa ligne pro-ukrainienne et pro-UE, qui l'enchaîne au char de la bourgeoisie française, alors que celle-ci est en première ligne de la défense de l'ordre mondial libéral made in USA.

RP, de son côté, a lancé dès dimanche des appels à « *construire un front par en bas face à la situation* »

et à chercher « *l'unité de celles et ceux qui défendent une telle logique d'indépendance de classe, sans illusion sur les perspectives électorales* ». Ils critiquent à juste titre l'« *impasse* » du front populaire et ils insistent, tout comme le fait le NPA-R, sur l'importance de la mobilisation dans les rues. Il va y avoir pas mal de mobilisations anti-RN dans la rue ces prochaines semaines, mais toute la tâche est de leur donner une direction **opposée** au front populaire. A défaut de cela ces mobilisations continueront de servir de point d'appui au nouveau front populaire contre le RN ! La question est la suivante : RP est-elle prête à ramer contre le courant mélenchoniste, en cherchant à se présenter comme une alternative à LFI et au front populaire ?

Le temps presse, nous appelons les militants de ces trois organisations à débattre de ces questions pour dégager la voie qui permettrait une alliance de l'extrême gauche marxiste et qui donnerait une alternative **ouvrière** face à l'extrême droite. Pas juste dans les circonscriptions où le front populaire est certain de gagner, mais à l'échelle nationale. **Pour une alliance de LO, du NPA-R et de RP !**

Ligue trotskyste de France,
11 juin 2024

Le Front populaire pave la voie au RN

Votez LO, NPA-R et RP !

19 juin – L'écrasante victoire du Rassemblement national aux élections européennes suscite la colère et l'inquiétude parmi les travailleurs et les minorités, à une semaine des législatives imposées par la dissolution de l'Assemblée nationale par Macron. La question est : Comment lui faire barrage ? Le Nouveau Front populaire (NFP) vient de jeter bas le masque. Avec ce front populaire, les mélenchonistes font revivre l'illusion qu'on pourrait stopper l'avan-

cée de l'extrême droite avec des alliances libérales-républicaines. Le NFP prétend lutter contre le RN avec des promesses sociales, notamment l'abrogation de la réforme des retraites, dont tout le monde sait qu'il reviendra dessus, tout comme le RN l'a déjà fait, sous prétexte de l'état de l'économie. Loin de proposer l'amnistie pour les jeunes des quartiers qui se sont révoltés l'été dernier et d'en finir avec la campagne antimusulmans, il promet plus de flics

et plus de juges, encore plus de « lutte contre l'antisémitisme », bref tout ce qui a fait le lit de la macronie et du RN.

En guise de programme de paix sur l'Ukraine, il promet d'armer jusqu'aux dents le gouvernement pro-OTAN et pro-impérialiste de Zelensky. Il prône la « reconnaissance » de l'État palestinien (alors qu'il n'existe pas) tout en reprenant le langage prosioniste de Glucksmann d'« *agir pour la libération des otages* ». Sur les colonies françaises,

outre la « *distribution de bouteilles d'eau* », il veut, concernant Kanaky, « *renouer avec la promesse du "destin commun", dans l'esprit des accords de Matignon et de Nouméa* », c'est-à-dire maintenir la domination coloniale de l'impérialisme français. Ses candidats ont la gueule de l'emploi : Hollande, Aurélien Rousseau (ex-ministre de Macron), la matonne Céline Verzeletti... S'il arrive au pouvoir il servira de marchepied assuré au RN en 2027.

Beaucoup de militants nous disent que même si nous avons raison, il faut d'abord stopper le RN dans les élections, le NFP étant dans l'immédiat le seul moyen. Cela fait 40 ans que la gauche « fait barrage dans l'urgence » au FN/RN et pourtant l'extrême droite ne cesse de se renforcer. Le Nouveau Front populaire, comme les coalitions du même type dans le passé, n'aboutira qu'à un gouvernement libéral anti-ouvrier qui approfondira la démoralisation parmi les travailleurs et les minorités. C'est ainsi que nous subissons de nouvelles défaites, et le RN en récoltera les fruits.

Il faut prendre le taureau par les cornes. La seule façon de stopper la montée de la réaction est de commencer à construire un pôle ouvrier révolutionnaire en *opposition frontale* au républicanisme de gauche et au front populaire. La tâche centrale immédiate pour les révolutionnaires est d'utiliser les élections pour nous battre pour une *rupture* avec le Nouveau Front populaire, et donc nécessairement avec la France insoumise (LFI) qui en constitue l'épine dorsale, afin de confronter la bourgeoisie. Soit l'extrême gauche présente des candidatures de témoignage marginales, soit elle s'oppose ouvertement aux mélenchonistes.

Or c'est Hollande, Glucksmann ou Sandrine Rousseau qui sont la cible des professions de foi de RP et du NPA-R. Les militants de l'avant-garde n'ont pas d'illusions dans ces gens-là, c'est forcément dans la composante la plus à gauche du NFP qu'ils en ont, c'est-à-dire les mélenchonistes. C'est parce qu'elle en est l'aile gauche que LFI joue le rôle central en sabotant chaque lutte des travailleurs et des opprimés. Qu'il s'agisse des besoins des travailleurs et des opprimés en France, ou de stopper le soutien de « nos » impérialistes au nettoyage ethnique sioniste à Gaza, il faut déchaîner le pouvoir de la classe ouvrière comme une force *indépendante* pour *vaincre* la bourgeoisie. Mais c'est cela l'anathème pour les républicains – les mélenchonistes tout autant que les bureaucrates syndicaux. C'est précisément l'adhésion de la gauche aux « valeurs républicaines » qui paralyse la classe ouvrière en l'enchaînant à la bourgeoisie et favorise ainsi la montée de la réaction. C'est pourquoi on ne peut pas lutter contre l'extrême droite sans lutter contre le front populaire et centralement LFI.

La semaine dernière, nous avons appelé LO, le NPA-R et Révolution permanente (RP) à former un bloc ouvrier anti-RN opposé au NFP (lettre ouverte de la LTF, 11 juin). RP a, elle aussi, proposé à LO et au NPA-R « un front électoral d'indépendance de classe » incarnant « une forme d'unité qui n'a rien à voir avec celle du "front populaire" de la gauche institutionnelle ». LO a rejeté ces appels à des candidatures unitaires et donc on se retrouve avec des listes de LO partout, du NPA-R dans une trentaine de circonscriptions et la candidature d'Anasse Kazib de RP à Saint-Denis.

L'extrême gauche se présente ainsi, faible et divisée en candidatures disparates, parce qu'aucun de ces groupes, et spécialement RP, n'ose faire de l'opposition aux mélenchonistes l'axe de sa

Trouvé sur le Facebook de LFI



REVOIR ET ALLONGER LA FORMATION DES POLICIERS

Super. Et on pourrait faire barrage au RN avec ça ?

campagne, de peur de se voir accusé de faire le jeu du RN. En fait, à part le dépliant de campagne de LO aucune de leurs professions de foi ne mentionne même la France insoumise ! L'extrême gauche se contente de présenter des candidatures parallèles à celles du Nouveau Front populaire.

Pour pousser en avant l'indépendance de la classe ouvrière et préparer les batailles de demain, il ne suffit pas de maintenir l'indépendance organisationnelle et critiquer le NFP de temps en temps dans son journal ou site web. Les premiers éléments de propagande électorale de ces trois groupes parlent de la responsabilité des fronts populaires précédents dans le désastre actuel. C'est juste mais LFI est un parti relativement nouveau qui a été oppositionnel sous Hollande. Or dans le meilleur des cas, ces groupes critiquent le PS, EELV et éventuellement le PCF, mais évitent soigneusement de s'en prendre aux mélenchonistes (d'ailleurs l'unique liste de RP est présentée dans une circonscription PCF). Au mieux, ces arguments reviennent à chercher à faire pression sur les mélenchonistes pour les pousser à gauche en se débarrassant du PS et des Verts, voire du PCF. Ainsi, RP écrit : « nous sommes persuadés qu'on ne peut pas affronter l'extrême-droite et Macron par une alliance électorale avec le PS ou les Verts ». Alors quel serait le « front électoral d'indépendance de classe » de RP ? Une candidature Mélenchon-Kazib ?

LO, le NPA-R et RP ont une contradiction entre leur opposition formelle au Front populaire et leur campagne qui évite une *opposition frontale* aux mélenchonistes. Anasse Kazib a été explicite lors de la réunion de présentation de sa campagne ce soir : « On n'est pas là en opposition au front populaire, c'est pas ça qui a motivé notre candidature. » Ne nous résignons pas à

la marginalité de la gauche trotskyste ! Luttons pour que ces candidatures soient transformées en un véritable pôle oppositionnel à la NUPES-bis et aux mélenchonistes !

RP et le NPA-R ont tous deux mis l'accent sur « la rue, en participant, en organisant des rassemblements et des manifestations » (éditorial NPA-R, 10 juin). Pour sa part, LO écrit (14 juin) :

« La seule voie pour lutter contre la montée et le développement des idées d'extrême droite se trouve sur le terrain de la lutte de classe. Quel que soit le vainqueur de ces législatives, nous devons reprendre confiance dans notre propre force et retrouver le chemin des luttes collectives pour non seulement nous défendre du danger de l'extrême droite et de la bourgeoisie, mais pour viser le renversement du capitalisme. »

Que rien de fondamental ne puisse changer sans la révolution ouvrière est une vérité évidente. Mais la question est : comment y arriver ? La grandiloquence de RP, du NPA-R et LO sur la « lutte de classe » « dans les rues », « par la grève », etc. est une *diversion* de la tâche fondamentale de former un bloc ouvrier anti-RN *dans ces élections, au niveau national*. Il s'agit, dans les semaines qui viennent, fondamentalement d'une lutte au niveau *parlementaire*. D'opposer les mobilisations dans la rue aux élections imminentes est une façon de couvrir une capitulation devant le front populaire, et par conséquent ne fait rien pour avancer la « confiance dans notre propre force » ni préparer les prochaines luttes de classe.

De plus, dans le contexte actuel les mobilisations dans la rue, appelées par les bureaucrates syndicaux, LFI, etc., ont nécessairement pour objectif de mobiliser pour le front populaire. Des centaines de milliers de personnes ont manifesté partout en France contre l'extrême droite le 15 juin à l'appel du NFP et des syndicats, un appel auquel

s'est jointe la quasi-totalité de l'extrême gauche. La tâche des révolutionnaires dans ces mobilisations est de chercher à les polariser en se battant pour les orienter contre le front populaire comme obstacle à une véritable lutte contre le RN. Mais que font RP, NPA-R, etc., dans ces mobilisations ? Tout sauf s'opposer au front populaire. Le cortège de RP en particulier se limitait à chanter « *Siamo tutti antifascisti* » ou « Tout le monde déteste Bardella », à reprendre des chants des gilets jaunes, etc.

LO, le NPA-R et RP peuvent parler très correctement des fronts populaires précédents, quand ils étaient au gouvernement. Mais que disent-ils du front populaire actuel dans l'opposition depuis deux ans ? La profession de foi d'Anasse Kazib critique le soutien du PS et des Verts à la répression de la révolte des quartiers, mais tant RP que LO et NPA-R sont incapables de montrer pourquoi et comment *LFI* a paralysé chaque lutte au cours des événements clés depuis début 2023 : retraites, révolte des quartiers et mouvement pro-Palestine. Ce sont ces défaites qui ont pavé la voie à la montée vertigineuse du RN sur fond de droitisation de tout le spectre politique. La responsabilité directe de ces défaites n'incombe ni à Mitterrand (mort depuis 30 ans) ni à Jospin ni à Hollande, mais à Jean-Luc Mélenchon et la bureaucratie syndicale.

En particulier, c'est la défaite sur les retraites le printemps dernier, malgré des grèves massives et des manifestants dans la rue par millions, qui a été décisive, conduisant à la démoralisation et désorganisation des secteurs les plus conscients des travailleurs et permettant à la réaction de passer à l'offensive sur toute la ligne. Il y a eu l'année dernière une division du travail entre LFI et les bureaucrates pour maintenir la lutte dans un cadre tolérable pour la bourgeoisie en la cantonnant aux secteurs

les plus combatifs et en empêchant le déclenchement d'une grève générale. Si la bataille pour les retraites a montré une chose, c'est que l'impérialisme français en déclin doit s'attaquer à tous les acquis de la classe ouvrière.

Cette campagne électorale devrait

servir à l'extrême gauche pour tirer ces leçons et les diffuser dans la classe ouvrière. Pour faire avancer les intérêts du prolétariat, il faut que l'extrême gauche se batte pour une rupture avec le libéralisme – dont le mélenchonisme est une expression bien française –

dans le mouvement ouvrier. Mais le problème de fond, c'est que LO, le NPA-R et RP restent dans le cadre des appels à plus de combativité, grève générale, etc., sans se battre d'ores et déjà pour commencer à construire une direction révolutionnaire.

Militants de LO, RP et NPA-R : Afin de mener un véritable combat contre le RN, transformez vos campagnes en un point de départ pour forger un pôle d'opposition prolétarien au mélenchonisme et au front populaire ! ■

Avec le NFP c'est Le Pen à l'Élysée

AUCUN VOTE AU 2^e TOUR !

1^{er} juillet – Les élections législatives d'hier ont confirmé et amplifié les résultats des européennes. Il est tout à fait possible que le RN obtienne une majorité absolue dimanche 7. Le Nouveau Front populaire est arrivé deuxième, tandis que la macronie s'est effondrée. Macron envisage aujourd'hui de gouverner avec l'arc républicain PS-PC-Verts (y compris les insoumis anti-mélenchonistes). C'est ce qui s'est passé en Italie où un gouvernement d'unité nationale a garanti aux élections suivantes la victoire de sa seule opposante, la Le Pen italienne Giorgia Meloni.

Le NFP, y compris Mélenchon, a déjà appelé à retirer ses propres candidats au nom du front républicain au bénéfice de l'artisan de la réforme des retraites Elisabeth Borne ou du flic-chef Darmanin qui trouvait Le Pen trop molle sur l'immigration. C'est ainsi que LFI donne des arguments au RN comme seule opposition au statu quo et à Macron ; tout appel à voter pour ces traîtres décrédibilise encore plus le mouvement ouvrier et ne peut qu'approfondir la crise de l'extrême gauche. **Aucun vote au deuxième tour !**

Bardella avait pourtant vite renoncé à toutes les promesses démagogiques du RN sur les retraites, le pouvoir d'achat, etc., axant toute sa campagne sur un seul thème : « l'immigration incontrôlée ». Que ce soit la paupérisation d'une part croissante de la population française, la déliquescence des services publics, notamment l'éducation, ou l'insécurité, tout était réduit essentiellement à la population musulmane et aux quartiers comme des zones de non-droit. Et néanmoins, sans doute plus du quart de la classe ouvrière s'est mobilisée pour voter RN, davantage que pour le NFP.

Comment en est-on arrivé là ? C'est le résultat des défaites successives du mouvement ouvrier, notamment celle des retraites l'année dernière, face à des gouvernements libéraux d'alternance gauche-droite. Ceux-ci n'ont cessé de précariser le travail et de s'attaquer aux retraites, et la gauche elle-même a mis en avant de multiples campagnes sécuritaires au nom de la « guerre contre le terrorisme » et de la défense de la « laïcité républicaine » contre les musulmans (Hollande-Valls !). Quand ce n'était pas la gauche qui reprenait ces campagnes racistes, elle se limitait à prêcher des

injonctions morales antiracistes qui au fond dénonçaient les travailleurs eux-mêmes pour la montée du racisme.

Pour faire face au RN, il faut un programme basé sur les intérêts de la classe ouvrière et permettant de montrer que la lutte contre l'oppression et la ségrégation de la minorité musulmane est dans l'intérêt matériel de la composante blanche d'origine chrétienne de la classe ouvrière. C'est seulement ainsi qu'on peut unifier la classe ouvrière, et c'est précisément l'opposé du programme du NFP, de tous ses avatars précédents et de la bureaucratie syndicale. Pour toutes ces raisons, le NFP n'est pas un rempart contre le RN.

L'arc républicain écrase Mélenchon, et pourtant il s'y accroche

L'arc républicain au sein même du NFP est en train d'écraser Mélenchon. Que ce soit le PS, le PCF ou les Verts, toutes les composantes du NFP ont repris pendant des mois les calomnies de la droite accusant LFI toute entière d'« antisémitisme », et Mélenchon d'être « un obstacle à la victoire » du NFP. Pourquoi ? Parce que Mélenchon, sans jamais abandonner le cadre républicain ni faire quoi que ce soit pour les quartiers ou les Palestiniens, a franchi des lignes rouges de la bourgeoisie en dénonçant avec insistance la terreur policière, l'islamophobie et le génocide à Gaza. Ces invectives de l'aile droite du NFP ne sont pas anodines, elles augurent le rôle que jouera le Front populaire, probablement sans l'aile mélenchoniste de LFI, dans l'avenir immédiat : il capitulera à chaque pas sur les questions clés de la sécurité, des quartiers, de la Palestine et de la guerre en Ukraine. C'est ainsi que le NFP, ou ce qu'il en restera, continuera à paver la voie au RN vers 2027.

Les travailleurs les plus conscients et les organisations de l'extrême gauche critiquent l'unité de LFI avec des « amis du peuple » tels que Hollande. Mais la réalité c'est que le point de départ de Mélenchon, tout comme celui de ces derniers, est le salut de la République impérialiste française, et ce salut est infiniment plus important pour Mélenchon que le sort des travailleurs, des quartiers ou du peuple palestinien. C'est pour cela, pour la défense de l'ordre

libéral républicain, que Mélenchon a pu ressortir des poubelles de l'histoire des cadavres puants comme celui de Hollande et qu'il appelle à soutenir les macronistes ou les républicains mieux placés que LFI contre le RN car il voit celui-ci comme un danger pour l'image internationale de l'impérialisme français.

Le dégoût pour le nid de serpents du NFP est bien réel. Malgré cela, beaucoup de militants pensent qu'il faut d'abord stopper le RN dans les élections, le NFP étant dans l'immédiat le seul moyen – ils alimentent ainsi, à leur corps défendant, le vote RN !

Comment organiser la lutte contre le RN

Que faire alors pour stopper la réaction ? Il faut d'ores et déjà commencer à construire un pôle ouvrier luttant pour mobiliser la classe ouvrière pour ses propres intérêts. Mais cela requiert une **rupture vers la gauche avec les mélenchonistes** eux-mêmes. Prenons la défense des quartiers. Cette défense, c'est-à-dire le combat contre l'oppression et ségrégation raciste des minorités, est la clé pour unifier la classe ouvrière comme une force indépendante contre les capitalistes. L'impérialisme français pourrissant est incapable d'intégrer les jeunes issus de l'immigration, qui sont condamnés à la misère et à la ségrégation dans les banlieues. Afin de maintenir la classe ouvrière divisée et affaiblie, c'est surtout la minorité musulmane que vise la bourgeoisie comme l'ennemi intérieur à abattre. En s'appuyant sur cette division, elle rabaisse les conditions de vie et de travail de l'ensemble de la classe ouvrière.

C'est pourquoi, pour commencer à se battre pour unifier la classe ouvrière et à organiser son auto-défense contre la bourgeoisie, il faut prendre activement la défense des quartiers contre la montée sécuritaire raciste allant de Roussel à Macron et Bardella. Il faut se mobiliser pour l'amnistie des jeunes qui se sont révoltés l'année dernière, pour libérer ceux qui restent en prison et aussi pour effacer les condamnations de leur casier judiciaire. Il y a un an, Mélenchon a, tout à son honneur, refusé d'appeler au calme et il a dénoncé la terreur raciste des flics. Mais ensuite, face à la répression massive, il a refusé de faire quoi que ce soit en défense des milliers

de jeunes incarcérés ! Pourquoi ? Parce que, dans le contexte actuel, défendre ces jeunes, qui se sont attaqués aux symboles de la République – les commissariats, les mairies, les écoles – c'est remettre en cause le républicanisme.

Quant à la Palestine, le rôle des mélenchonistes a été d'enfermer le mouvement dans un cadre impuissant d'appels à l'ONU, à promouvoir une intervention plus active, et indépendante des Américains, de la part de l'impérialisme français dans un but soi-disant pacificateur. Mélenchon n'ira jamais plus loin que cela parce que la libération nationale palestinienne face à l'État sioniste constituerait un très grave coup à la domination impérialiste de la région, mettant en cause le rôle de l'impérialisme français lui-même. L'affaiblissement de l'impérialisme et la libération de la Palestine sont manifestement dans l'intérêt de tous les travailleurs et des minorités ici. Il faut aussi exiger le retrait des troupes impérialistes françaises du Liban, en opposition directe au programme présidentiel de Mélenchon, repris par le NFP.

Si Mélenchon est si inconséquent dans ses déclarations anti-impérialistes et antiracistes, c'est parce qu'il reste un fervent partisan du rôle « civilisateur » de l'impérialisme français et de la « laïcité républicaine » dirigée entièrement contre la minorité musulmane. Il faut exiger en particulier l'abrogation de la loi de 2004 interdisant le voile, ainsi que l'interdiction de l'abaya. Il faut se battre pour la levée de toutes les poursuites pour antisémitisme ou apologie du terrorisme contre les militants pro-Palestine.

Les retraites ? Mélenchon a travaillé pour donner une aura de combativité aux bureaucrates syndicaux traîtres avec une certaine radicalité oratoire (« On bloque tout ! »). Il le faisait toujours en restant dans un cadre tolérable pour la bourgeoisie, et respecté scrupuleusement par les bureaucrates syndicaux, de grèves qui n'ont jamais affecté sérieusement aucune branche de l'économie et de mobilisations festives impuissantes. (Voir « Palestine, quartiers, retraites : LFI paralyse les luttes », *Le Bolchévik* n° 234, décembre 2023.)

Aucune leçon n'a été tirée dans les syndicats ni dans l'extrême gauche de ces défaites qui ont énormément contribué à l'affaiblissement du mouvement ouvrier et à la montée vertigineuse du

RN. Et la leçon centrale est celle-ci : l'impérialisme français en plein déclin doit s'attaquer à chaque acquis des travailleurs. La réalisation de même les revendications les plus modestes des exploités, que ce soit la retraite à 60 ans ou l'augmentation significative du SMIC, requiert de faire *plier* les capitalistes. Mais une telle perspective est absolument taboue pour les mélenchonistes et les bureaucrates, qui considèrent par contre que la domination de la bourgeoisie est une loi universelle.

La tâche centrale maintenant est de construire des pôles oppositionnels au sein des syndicats comme les noyaux d'une future direction révolutionnaire dont le point de départ soit les intérêts et le pouvoir des travailleurs. Pour reconstruire la puissance des syndicats, il faut revenir aux méthodes de lutte de classe qui ont été reniées depuis des années par les bureaucrates syndicaux, les mélenchonistes et toutes les directions actuelles du mouvement ouvrier au nom de la compétitivité du capitalisme français : piquets de grève que personne n'ose franchir, caisses de grève pour desserrer l'étranglement financier des grévistes, campagnes de syndicalisation intégrant les intérimaires et les sous-traitants derrière la revendication d'un statut égalitaire pour tous, unification syndicale, etc.

Contre toutes les composantes du NFP (y compris le NPA-Besancenot/Poutou), il faut s'opposer frontalement non seulement à l'OTAN mais cruciallement à l'UE, le principal instrument actuel des impérialistes français pour s'attaquer aux travailleurs ici et piller l'économie des pays plus pauvres d'Europe. Les travailleurs sont parfaitement conscients que c'est à travers l'UE qu'on leur fait les poches ; la capitulation de l'extrême gauche devant les libéraux sur l'UE contribue à pousser une partie de ces travailleurs dans les bras de Bardella et sa démagogie souverainiste. L'enjeu de la guerre en Ukraine est de savoir qui va piller et opprimer l'Ukraine, la bourgeoisie russe ou les impérialistes occidentaux. Le soutien aux efforts de guerre de l'OTAN et l'UE est contraire aux intérêts du prolétariat, que ce soit ici ou en Ukraine. La seule issue favorable aux travailleurs est de se battre

pour transformer cette guerre réactionnaire en guerre civile contre les oligarques russes d'un côté et les larbins ukrainiens des impérialistes de l'autre.

L'échec des campagnes de l'extrême gauche

Les candidatures indépendantes de l'extrême gauche ne risquaient pas de gagner les élections, mais elles auraient pu être un facteur prometteur pour l'avenir si elles avaient été utilisées pour unir et focaliser nos efforts en présentant aux travailleurs une voie de lutte indépendante contre le RN *en rupture* avec le Front populaire. Au-delà des élections, cela aurait permis de jeter les bases pour réarmer les travailleurs face à la réaction dans la période tumultueuse à venir.

Pour ces raisons, nous avons appelé LO, le NPA-R et RP à former un bloc ouvrier au niveau national en rupture avec le Front populaire (lettre ouverte de la LTF, 11 juin). RP a fait un effort minimal en proposant aux mêmes organisations « *un front électoral d'indépendance de classe* ». Le NPA-R a fait un effort beaucoup plus conséquent pour parvenir à un accord avec LO. Il a renoncé à faire campagne pour ses propres candidats dans 46 circonscriptions, appelant dès le début à voter LO partout sauf dans les 29 circonscriptions où il faisait campagne. Il proposait un axe correct d'opposition au front populaire pour une campagne unitaire : « *l'important pour nous, est de montrer que nous sommes opposés au Front populaire, car sa politique est totalement contradictoire à la nôtre. L'important est d'affirmer l'existence d'un courant communiste, révolutionnaire et internationaliste* » (lettre à LO, 12 juin). LO a refusé toute alliance.

RP ne se présentait que dans une circonscription, sûre pour le Front populaire, de Seine-Saint-Denis. Trois jours avant l'élection, RP a finalement appelé du bout des lèvres (une petite phrase à la fin d'un article sur internet) à voter LO dans les 549 circonscriptions où LO présentait des candidats et pas RP. Pour notre part, étant donné l'échec de notre effort pour une campagne unitaire, nous avons appelé à voter indistinctement pour les trois (déclaration de la LTF, 19

juin) et nous avons activement fait campagne pour eux.

Le sectarisme de LO a saboté la possibilité d'une campagne unitaire de l'extrême gauche et a miné sa propre campagne. Le résultat a été des candidatures de témoignage disparates, en concurrence les unes avec les autres. Ainsi, elles se sont résignées à la marginalité, avec un résultat électoral en conséquence. Cette marginalité était même revendiquée par avance par LO, qui avait répondu aux propositions du NPA-R : « *nous ne sommes pas en mesure de peser de la moindre façon dans la situation politique actuelle, que nous soyons ensemble ou séparés. Autant alors que chacun puisse mener sa campagne comme il l'entend* » (lettre de LO au NPA-R, 11 juin). Voilà une déclaration de faillite politique complète, comme si le programme communiste révolutionnaire n'avait rien à offrir aux travailleurs ici et maintenant.

Cela dit, le véritable obstacle à un bloc prolétarien de ces trois organisations était qu'aucune d'entre elles ne cherchait à utiliser la campagne pour pousser en avant une *rupture* avec LFI, l'épine dorsale du Front populaire. Anasse Kazib a sapé lui aussi sa propre campagne en affirmant explicitement le 19 juin : « *On n'est pas là en opposition au front populaire, c'est pas ça qui a motivé notre candidature.* » Pourquoi alors faire une campagne séparée ? Le seul intérêt de la campagne de Kazib était précisément son opposition formelle au front populaire.

En ce qui concerne le NPA-R, sa lettre à LO du 12 juin était malheureusement beaucoup plus à gauche que sa campagne sur le terrain. Le NPA-R pouvait très bien dénoncer les trahisons d'un Hollande, un Jospin ou un Mitterrand. Ce qu'il était incapable de faire, c'est de s'en prendre à ce qui attire les jeunes des quartiers et les militants propalestiniens vers Mélenchon. Tant qu'il ne fera pas cela il ne pourra pas commencer à égratigner l'autorité politique de Mélenchon. De plus, la position du NPA-R de soutenir l'Ukraine, dans une guerre réactionnaire des deux côtés, le plaçait dans le même marais pro-impérialiste que le NFP.

LO a insisté à juste titre, lors du meeting de campagne à Paris le 22 juin, que le NFP pave la voie au RN. Elle critique aussi correctement le rôle des mélenchonistes de réhabiliter les figures de la gauche du passé (LFI, spécialiste en « ravalement de façades »). Mais évidemment LO ne pouvait pas s'attaquer aux points forts de Mélenchon, notamment la question des quartiers qui a construit l'hégémonie de LFI dans les banlieues du pays, vu que la ligne de LO sur cette question est en fait *à droite* de Mélenchon (voir *Le Bolchévik* n° 235, mai 2024). Ni LO ni le NPA-R ni RP ne sont capables d'attaquer concrètement le rôle traître des mélenchonistes en tant que *la force politique centrale*, aux côtés de la bureaucratie syndicale, qui a *paralysé* les luttes des travailleurs dans toute la dernière période et qui, en tant que la composante la plus à gauche et ayant le plus d'autorité parmi les travailleurs et les opprimés, continuera à les paralyser.

LO a terminé de façon pitoyable sa campagne routinière en renonçant

explicitement à jouer un rôle d'avant-garde contre le NFP, déclarant pour le deuxième tour : « *Les électeurs de Lutte ouvrière peuvent vouloir voter pour un candidat du Nouveau Front populaire contre le RN. Si c'est le cas, ils peuvent le faire sans en être gênés* » (1^{er} juillet). De toute évidence, « le camp des travailleurs » de LO était conçu pour être levé à la fermeture des bureaux de vote au premier tour.

Le NPA-R a été encore plus explicite dans sa capitulation :

« *Là où néanmoins une candidature de LFI ou du PCF ferait face au RN, ou là où exceptionnellement une candidature d'autres partis de gauche le justifierait, nous appellerons à voter pour ces candidatures. Sans aucune confiance dans la politique que mènera l'alliance électorale que représente le Nouveau Front populaire, mais par solidarité avec des électeurs et électrices dont c'est le choix et qui sont souvent des camarades de lutte.* » (Communiqué du 1^{er} juillet)

Camarades du NPA-R : comment pouvez-vous concilier cela avec vos déclarations de campagne que « *l'important pour nous, est de montrer que nous sommes opposés au Front populaire* » ou encore « *40 ans de front républicain = 40 % pour le RN* » ?

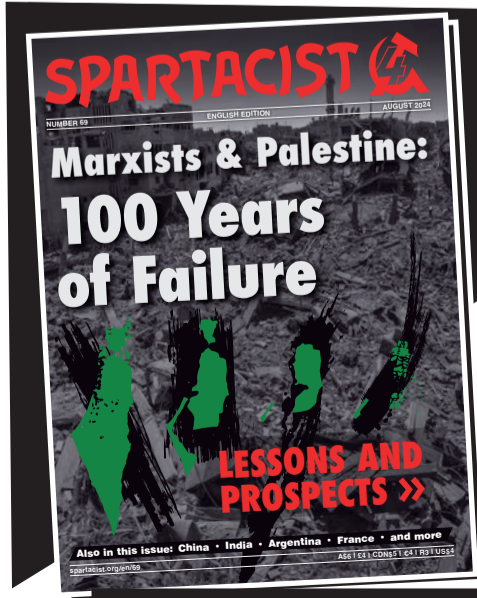
À ce jour RP a déjà publié deux articles sur le résultat du premier tour où référence est discrètement faite dans l'un d'eux, en bas de page, à un article de 2017 contre le front républicain – mais tout en évitant soigneusement de donner la moindre consigne de vote pour aujourd'hui ! C'est en soi une capitulation devant le NFP. Nous espérons que RP va se ressaisir, mais la campagne de Kazib ne laisse guère de place à l'optimisme.

Un programme de lutte contre le RN

Cette campagne a montré l'état d'affaiblissement et de désorientation politique de l'extrême gauche. Le mouvement ouvrier et les opprimés vont faire face dans l'avenir immédiat à de très violentes attaques. Il faut fondamentalement et de toute urgence changer de cap. Pour commencer dès maintenant à construire des pôles oppositionnels pour former une direction alternative aux mélenchonistes et aux bureaucrates syndicaux, nous proposons aux militants de l'extrême gauche les mots d'ordre suivants :

- **Expropriation des banques !**
Économie planifiée pour réindustrialiser le pays !
 - **À bas l'OTAN et l'UE !**
*Aucune aide militaire à l'Ukraine !
À bas l'impérialisme français !*
 - **Libération palestinienne !**
Levée des inculpations contre les militants pro-Palestine !
 - **Défense des quartiers !**
Amnistie pour tous les jeunes emprisonnés suite à la révolte de 2023 !
 - **À bas les lois séparatisme et immigration !**
Plein droit de citoyenneté pour tous les immigrés !
 - **À bas l'interdiction du voile et de l'abaya !**
 - **Indépendance kanak socialiste !**
Libération de tous les militants kanak !
- Pour le pouvoir des travailleurs !** ■

SPARTACIST



number 69



bientôt en français !

Kanaky...

Suite de la page 16

la France une position stratégique. La France a été exclue par l'AUKUS (accord militaire Australie, Royaume Uni, États-Unis) du premier cercle contre la Chine, ce qui fait de Kanaky la seule carte qu'elle puisse mettre dans la balance lorsque les choses vont commencer à chauffer entre les États-Unis et la Chine.

Le soi-disant « processus de décolonisation », initié par les accords de Matignon en 1988 puis poursuivi par les accords de Nouméa une décennie plus tard, n'a eu pour but que de démobiliser la lutte pour l'indépendance et repousser tout référendum d'autodétermination aux calendes grecques, submergeant entre-temps le peuple kanak par le peuplement.

Dans les années 1970, suite à l'indépendance de l'Indochine puis de l'Algérie et à Mai 68, le mouvement nationaliste kanak s'est radicalisé, processus qui est arrivé à son apogée dans les années 1980 quand le peuple kanak s'est révolté de façon prolongée. En 1985, en tournée en Kanaky, le président François Mitterrand déclarait sans aucune ambiguïté : « *La France entend maintenir son rôle et sa présence stratégique dans cette partie du monde. J'ai demandé au Premier ministre [Laurent Fabius] de prendre toute mesure à cet effet.* » Il a fallu encore trois ans à l'État français pour mater par le fer et par le sang la révolte indépendantiste, notamment avec le massacre d'Ouvéa en 1988 où 19 militants kanak furent tués par la gendarmerie nationale.

À la suite de ce massacre, Jean-Marie Tjibaou signa les accords de Matignon qui ne signifiaient rien d'autre que d'accepter la domination française pendant dix ans, après lesquels on verrait. La signature de ces accords par Tjibaou était une trahison de la lutte pour l'indépendance kanak socialiste. Comme l'a dit à l'occasion Léopold Jorédié, un opposant aux accords qui a néanmoins fini par les accepter lui aussi : « *l'esclave avait accepté de serrer la main de son maître pour réconcilier les Français* ».

Dix ans plus tard, les accords de Nouméa, sous un gouvernement PS-PC (Mélenchon à l'époque était sénateur PS) repoussaient une nouvelle fois, de vingt ans, la tenue d'un référendum d'autodétermination. La réalité c'est que l'État français n'a jamais eu la moindre intention de « décoloniser » Kanaky. Toutes ces quarante dernières années, tout ce qu'il a fait a été de continuer à piller le pays et opprimer les Mélanésiens, de chercher à corrompre les dirigeants en leur fournissant des petites sinécures en échange de la démobilisation du peuple opprimé, tout en rendant les Kanak minoritaires dans leur propre pays.

Pendant des décennies les dirigeants indépendantistes kanak ont essayé de négocier et temporiser, et on voit le résultat. Après 150 ans de lutte, ces 40 ans de compromis qui ont sauvé la souveraineté française sur Kanaky ont montré qu'aucun compromis ne résoudra l'oppression des Kanak !

Il faut une direction communiste kanak !

Il faut chasser les impérialistes de l'archipel ! Pour cela, il faut une direction capable de mobiliser le peuple kanak tout entier et qui cherche à mobiliser aussi la classe ouvrière française en rupture avec les traîtres chauvins qui la dirigent en métropole. Dans la lutte pour l'indépendance, il faut revendiquer l'expropriation sans compensation et sous contrôle ouvrier de toute la filière minière en Kanaky, ainsi que la nationalisation de la terre et sa redistribution radicale par des comités paysans. Il faudrait chercher à mobiliser les travailleurs et la population caldoche appauvrie derrière de telles revendications en leur montrant que leur propre libération de l'exploitation et de la misère dépend de la libération nationale kanak.

Surtout, pour polariser les Caldoches et les « métros » et enfoncer un coin entre eux d'un côté et le pouvoir colonial de l'autre, il faut que la classe ouvrière en France soit mobilisée pour l'indépendance. L'impérialisme français en pleine décadence est en train de détruire économiquement Kanaky, et en même temps il ne cesse de s'attaquer aux acquis des travailleurs en France,



Sevrans (93), juin dernier : Affichage de la Ligue trotskyste de France en soutien critique de LO pour les élections européennes.

s'appuyant notamment sur la division de la classe ouvrière sur des lignes raciales, nationales et religieuses particulièrement dans le contexte actuel de montée de la réaction. Pour commencer à organiser l'offensive prolétarienne nécessaire contre l'impérialisme décadent, il faut montrer aux travailleurs que la libération des colonies françaises, à commencer par Kanaky, est dans leur propre intérêt matériel.

LO doit choisir son camp

En faisant campagne, de façon critique, pour LO lors des européennes de juin dernier, nous avons mis en avant comme questions clés pour combattre la droite et les mélenchonistes la nécessité de défendre les jeunes des quartiers ainsi que l'indépendance de Kanaky. Parce que LO a une grosse contradiction. Par rapport aux quartiers en France, elle a dénoncé la « violence aveugle », le « manque de conscience », la « misère morale » des jeunes, et elle a refusé de les défendre, capitulant ainsi devant les

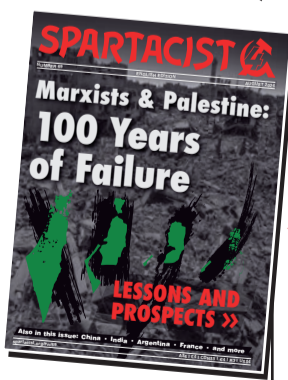
« valeurs de la République ». Mais elle considère à juste titre que la révolte tout aussi anarchique des jeunes en Kanaky est justifiée. Comment expliquer une telle contradiction ? C'est qu'en tant que libéral on peut critiquer le colonialisme, d'autant plus que la politique ultrarépressive de Macron est à courte vue du point de vue des intérêts de l'impérialisme français, alors que la question des quartiers touche au cœur du républicanisme français face à la « cinquième colonne islamiste ».

LO a néanmoins refusé de faire de l'indépendance de Kanaky un sujet de sa campagne électorale. Pourquoi ? Parce que, de son propre point de vue, prendre ouvertement et sans aucune ambiguïté le camp de l'indépendance serait une capitulation devant le « nationalisme bourgeois » ! Ainsi, LO se limite à déclarer qu'« *il revient bien aux Kanaks dont la Nouvelle-Calédonie est la terre et le pays, de décider de leur avenir !* » (16 mai) D'accord, sauf que, interrogée le 20 mai par Europe 1 si elle serait pour « l'indépendance totale », même au risque que la Chine « avale » la « Nouvelle-Calédonie », Nathalie Arthaud était interloquée qu'on puisse la soupçonner d'une telle position : « *Non ! Je n'ai pas dit qu'il faut rendre la Nouvelle-Calédonie aux Kanak ! Pas du tout, j'ai dit que c'est aux Kanak de décider de leur avenir* », a-t-elle répondu (interview disponible sur le site de LO). Dans *Lutte de classe* (juillet-août), LO développe ses arguments en faisant voir que l'indépendance sous le capitalisme maintiendrait la « Nouvelle-Calédonie » (elle refuse le mot « Ka-na-ky ») sous le joug de l'impérialisme. C'est pour cela que Trotsky nous a appris que, dans les colonies, *la lutte pour l'indépendance est le levier fondamental de la lutte pour le socialisme*, alors que LO oppose ces deux luttes. Loin d'essayer de jouer un rôle dans la lutte contre « notre propre » puissance coloniale, LO se contente de déclarations alambiquées acceptables pour un libéral quelconque (et pour les

SPARTACIST

ORGANE DU

MARXISME RÉVOLUTIONNAIRE



Publié en anglais, allemand, espagnol et français ; inclus avec les abonnements à tous les journaux de la LCI dans ces langues.

spartacist.org

droitiers chauvins d'Europe 1).

En dépit de ses déclarations abs-traites pour « l'internationalisme pro-létarien », LO finit par s'accommoder au statu quo impérialiste ; elle est incapable de se battre contre la droite et elle laisse le champ libre aux dirigeants nationalistes petits-bourgeois, alors que toute la question pour les communistes

en Kanaky est de se battre pour leur arracher la direction de la lutte pour l'indépendance kanak socialiste. Et de même elle ne peut pas contrer les prétentions frauduleuses d'un Mélenchon à se déclarer l'ami des Kanak.

Révolution permanente (RP) a été beaucoup plus critique que LO vis-à-vis de la politique des nationalistes

(notamment à propos de leur condamnation de la révolte) et même vis-à-vis de Mélenchon. Le problème, c'est que tout cela ne porte pas à conséquence à ses yeux car elle refuse systématiquement de chercher à les **remplacer** par une direction communiste. Notamment en France, la solidarité avec la lutte du peuple kanak n'a aucune valeur si elle

ne s'accompagne pas d'une lutte pour chasser les dirigeants qui font obstacle à la mobilisation de la classe ouvrière contre l'impérialisme français en Kanaky, en Ukraine et en Palestine. RP a même lamentablement fini par appeler à voter pour LFI au deuxième tour des dernières législatives (voir notre article de première page). ■

Massacre colonial à Nouméa

Indépendance immédiate pour Kanaky !

16 mai – Cisjordanie sur le territoire de l'État français : des flics et/ou des colons armés ont assassiné dans la nuit du 15 au moins trois Kanak. Le massacre était prémédité : les flics sont venus provoquer les militants sur les barrages, notamment à Montravel et Saint-Louis jusqu'à provoquer l'explosion que le pouvoir colonial a décidé de mater dans le sang. Des centaines de jeunes ont été blessés et incarcérés, alors que déjà 90 % des prisonniers dans la colonie sont des Kanak ou des Océaniens. Gabriel Attal a décrété l'état d'urgence et annoncé aujourd'hui le déploiement de l'armée en Kanaky, y compris par la réquisition d'avions commerciaux. **Travailleurs de l'aviation civile : empêchez le décollage des avions commerciaux transportant troupes ou flics vers Kanaky !**

Nous sommes avec le peuple kanak dans sa lutte pour l'indépendance. Le massacre du 15 mai montre l'impasse dans laquelle est arrivée la lutte. Les accords de Nouméa concoctés par le gouvernement PS-PC de Jospin en 1998 ont simplement gelé le problème en préservant la domination française pendant 25 ans supplémentaires. La seule manière d'avancer n'est pas d'appeler au calme en prolongeant les accords de Nouméa ou en cherchant un autre compromis illusoire avec l'impérialisme français. Celui-ci s'accroche avec l'énergie du désespoir à Kanaky pour maintenir une présence dans le Pacifique. Il faut le chasser en mobilisant la puissance de la classe ouvrière, en Kanaky dans le nickel, les ports et aéroports, les services publics, à la tête des Kanak opprimés, des Wallisiens et des immigrés Ni-van ainsi que de la minorité parmi les Caldoches qui est pour l'indépendance.

Ce n'est manifestement pas la perspective du FLNKS ou du PT, qui continue d'appeler au calme et a même dénoncé l'explosion de colère de la jeunesse kanak. Ils ont cherché à canaliser la colère croissante parmi les Kanak dans des manifestations d'une ampleur inégalée (celle du 13 avril a rassemblé 60 000 personnes, soit près du quart de la population de la colonie – et alors que les Kanak eux-mêmes ne sont qu'environ 120 000) visant à avertir Paris que la tension montait. Ils ont supplié Macron pendant des mois de faire quelque chose car ils ne parviendraient pas à tenir éternellement leurs troupes et notamment la jeune génération. L'arrogance

de l'impérialisme français vis-à-vis des Kanak n'a d'égal que son aveuglement.

Le déclencheur immédiat de l'explosion est le vote au parlement français de la révision du corps électoral de la colonie, qui rendrait les Kanak officiellement minoritaires dans les institutions locales au profit des colons, et déposséderait les dirigeants kanak des quelques petites sinécures qui leur avaient été octroyées dans la gestion de l'appareil colonial et de l'usine de nickel du Nord – qui vient de plus d'être fermée par son propriétaire effectif, la multinationale Glencore. La famille française Duval, propriétaire de l'usine historique de nickel de la SLN à Nouméa, se détourne également de Kanaky en investissant en Indonésie, dont le minerai est à plus haute teneur que celui du Caillou. Toute la filière du nickel sur laquelle repose l'économie de l'île est en perdition. La seule voie pour en sortir est de développer l'industrie du raffinage de minerai sur place, avec des usines de production électrique correspondantes, un plan incompatible avec le maintien de l'oppression coloniale et avec celui de la loi du profit capitaliste.

Mais toute la perspective des dirigeants du FLNKS et du PT/USTKE est de continuer à s'accrocher aux accords de Nouméa en espérant que le pouvoir colonial va organiser pour lui de façon « impartiale » un nouveau référendum d'autodétermination. Tant que les Kanak resteront prisonniers des illusions dans ces accords ils ne pourront pas tracer une voie pour aller de l'avant.

La vérité c'est que Macron a décidé d'enterrer définitivement les accords de Nouméa en profitant de l'abstention massive des Kanak lors du référendum de décembre 2021 (le troisième et dernier, selon les accords), en pleine épidémie de covid. Effectivement, la décision des dirigeants kanak d'accepter le confinement face au covid qui frappait alors l'île avait été correctement interprétée par Paris comme une soumission à l'État français. Les chefs kanak confiaient la lutte contre le virus au pouvoir colonial en acceptant d'enfermer chez elle la population au lieu de lutter pour une voie indépendante en mobilisant la classe ouvrière contre le pouvoir colonial pour défendre la santé de la population face à la pandémie et en liant cette lutte à celle pour la liberté et le socialisme. Macron en a profité pour passer en force avec un référen-

dum qu'il était assuré de gagner grâce à l'abstention décidée par le FLNKS et le PT (nous avions de notre côté appelé à voter oui à l'indépendance).

Aujourd'hui dans la métropole l'urgence est de mobiliser la classe ouvrière en solidarité avec la lutte du peuple kanak. Pour cela il faut lui montrer l'intérêt qu'elle a à une défaite en rase campagne de l'impérialisme français en Kanaky. Si l'impérialisme français était chassé de Kanaky cela encouragerait énormément la lutte de la classe ouvrière contre le pouvoir capitaliste ici – comme l'indépendance algérienne en 1962 a été le véritable précurseur de Mai 68. L'obstacle est le républicanisme de la gauche française qui enchaîne la classe ouvrière à la bourgeoisie. Elle continue de soutenir les accords coloniaux de Nouméa, qu'elle enjolive en parlant cyniquement de « processus de décolonisation » et en faisant miroiter l'idée qu'il serait possible de donner suffisamment de miettes aux Kanak tout en préservant les intérêts vitaux de la France dans la région.

Il est évident que les jeunes des quartiers ici peuvent voir en Kanaky le reflet de leur propre oppression et la similitude entre le déluge de force policière qui s'est abattu sur eux l'été dernier et celui en cours à Nouméa, de même qu'ils sympathisent avec le peuple palestinien victime de la terreur génocidaire de l'État sioniste, avec le plein soutien de l'impérialisme français. Pour mobiliser notamment ces jeunes au côté du peuple kanak il faut pour commencer les défendre énergiquement contre la répression et lutter pour l'amnistie de tous ceux qui ont déjà été condamnés.

Mélenchon prêche la « décolonisation » au sein de la République

Cela exige de franchir une ligne rouge aux yeux de Macron, une ligne que LFI ne veut ni ne peut franchir. Pour avancer il faut rompre avec le républicanisme et avec tous ceux qui le propagent parmi les travailleurs et les opprimés, y compris LFI. Mélenchon n'a pas manqué de faire de vagues déclarations de sympathie pour le peuple kanak, comme il l'a fait pour les quartiers... pour ensuite ne rien faire pour les défendre face à la répression massive. Il faut se rappeler son programme de campagne pour 2022 où il vantait la France comme « deuxième

territoire maritime du monde » aux 11 millions de kilomètres carrés, un calcul basé essentiellement sur les possessions coloniales de la France.

Loin de prendre le côté des jeunes kanak en lutte, Mélenchon exprime maintenant sur X (15 mai) sa « tristesse totale devant la violence qui déferle à Nouméa ruinant 40 ans d'efforts de paix et de volonté de décolonisation pacifique ». Quel cynisme ! Ces 40 dernières années, comme depuis 1853, les gouvernements successifs de l'impérialisme français n'ont fait qu'**opprimer** les Kanak et **piller** la richesse naturelle du Caillou ! Mélenchon fait appel à Jupiter : « *Président Macron, il est temps de faire les gestes qui apaisent. Soyez à la hauteur de Michel Rocard et François Mitterrand, de Tjibaou et Lafleur.* » Mitterrand (le mentor de Mélenchon), qui disait en 1954 que « *l'Algérie, c'est la France* », a dirigé tout au long des années 1980 le **massacre** systématique d'indépendantistes kanak. Son employé Rocard a fait signer les accords coloniaux de Matignon en 1988 pour mettre fin à la lutte pour l'indépendance – la seule « décolonisation » digne du nom. Le leader indépendantiste Jean-Marie Tjibaou a **trahi** la lutte pour la libération kanak en signant ces accords avec le loyaliste chauvin Jacques Lafleur ! La seule préoccupation de Mélenchon en réalité, c'est que la brutalité à courte vue de Macron ne finisse par perdre la « Nouvelle-Calédonie » pour l'impérialisme français.

Pour toutes ces raisons, la libération du peuple kanak et celle des travailleurs et des opprimés de France sont intimement liées. Elles exigent ici et en Kanaky une direction communiste véritable. La libération nationale kanak et socialiste exige de chasser l'impérialisme français, mais ce ne sera que le début de la lutte, elle ne pourra être conclue que par le renversement définitif de l'impérialisme lui-même. La lutte aujourd'hui du peuple kanak pour sa liberté peut être un levier pour faire avancer la lutte pour la révolution socialiste en France même. Pour que la classe ouvrière en France s'en saisisse, elle doit rompre avec le républicanisme qui l'enchaîne. **Troupes françaises, hors du Pacifique et hors d'Afrique et du Proche-Orient ! Indépendance immédiate pour Kanaky et la Polynésie !** ■

Indépendance kanak socialiste !



Just One Kanaky

Barrage lors de la révolte des jeunes Kanak à Nouméa en mai dernier

1^{er} août – Les derniers feux de la révolte kanak, qui a éclaté en mai dernier, semblent s'éteindre peu à peu dans l'indifférence générale en métropole. La répression de l'État colonial a fait au moins huit morts parmi les Kanak, dont Rock Wamytan, homonyme et parent d'un des principaux dirigeants du FLNKS, tué par un sniper du GIGN. Des centaines de militants ont été arrêtés, y compris sept dirigeants indépendantistes qui ont été déportés en France, à 17 000 kilomètres de chez eux. Tout comme il faut, en France, poursuivre la bataille pour défendre les jeunes des quartiers emprisonnés suite à la révolte de l'été 2023, il faut défendre tous les militants kanak détenus et exiger leur libération immédiate et leur amnistie ! Nous exigeons aussi le retrait de l'armée, de la gendarmerie et de la police françaises de Kanaky !

Ce soulèvement a mis au grand jour la faillite de la gauche française. Pendant que Mélenchon chante les louanges des chefs coloniaux d'hier (Mitterrand, Rocard), le programme du Nouveau Front populaire prône un « destin commun » pour la France et Kanaky, c'est-à-dire la continuation de l'asservissement colonial de Kanaky pour la plus grande gloire de la France. Les chefs syndicaux n'en parlent même pas, tout occupés qu'ils sont à exiger un gouvernement du minable NFP.

Entre-temps, l'économie de l'île s'est effondrée, dans un contexte de crise

chronique du nickel qui représente plus de 20 % de l'emploi dans le privé. L'usine de nickel KNS dans le Nord a annoncé sa fermeture et le licenciement de ses 1 200 travailleurs ; le tourisme est à l'arrêt ; des milliers de travailleurs se retrouvent au chômage ; l'insécurité règne à Nouméa. Les petits patrons et même une partie des travailleurs se tournent vers l'impérialisme français pour les tirer d'affaire, mais celui-ci est incapable de relancer l'économie d'aucune manière significative.

Les ravages causés à l'économie du pays par la spéculation internationale sur le nickel et la faillite induite de toute la filière en Kanaky vont avoir un effet plus profond et durable que les dégradations commises lors du soulèvement des jeunes à Nouméa, même si les impérialistes s'empressent de faire porter le chapeau au soulèvement kanak pour le profond déclin économique de l'archipel.

Pendant trente ans, la bourgeoisie française avait passé un accord avec les nationalistes kanak pour développer la filière du nickel. Aujourd'hui, cette bourgeoisie en plein déclin, et faisant face à une situation internationale de plus en plus défavorable, n'a plus les moyens de maintenir une telle politique. Aujourd'hui, des mines plus prometteuses sont mises en exploitation ailleurs dans le monde, y compris par la famille Duval qui s'est enrichie sur le nickel de Kanaky. C'est cela la véritable

cause matérielle de la crise politique actuelle, remettant en cause tout le système de la domination française de ces 35 dernières années.

Estimant donc que le cadre de l'entente avec les nationalistes établi par les accords de Nouméa était arrivé à sa fin, Macron a systématiquement cherché à donner un rôle accru à l'aile extrémiste des colons, promouvant au poste de secrétaire d'État chargée de la Citoyenneté Sonia Backès, qui plaide pour la séparation des provinces afin de renvoyer les Kanak rétifés dans les réserves, comme autrefois, et redonner son nom à « Nouméa la blanche ». Certaines figures politiques de l'impérialisme français, telles Édouard Philippe, Jospin ou encore Mélenchon avaient mis en garde Macron qu'il allait droit dans le mur en s'appuyant sur l'extrême droite loyaliste ; ils appellent en revanche à de nouvelles négociations pour maintenir la souveraineté française avec l'accord des dirigeants kanak.

De Matignon à Nouméa : Assez d'accords coloniaux !

Depuis le début de la révolte, dans laquelle la jeunesse kanak a joué le rôle central, les chefs nationalistes n'ont cessé de pratiquer un jeu d'équilibre entre leur base d'un côté et la puissance coloniale de l'autre. Sans jamais répudier la révolte qui les a dépassés, ils ont cherché à la maintenir sous leur contrôle en dénonçant les saccages et appelant

au « deuil » (y compris pour les gendarmes tués), à l'apaisement et à faire confiance aux institutions de l'oppressé. Pour eux, il s'agit de montrer à l'impérialisme français que la colonie sera ingouvernable et un gouffre financier s'il ne partage pas le pouvoir avec eux. Étant donné qu'une grande partie de la population kanak dans les zones tribales est maintenue aux marges de l'économie capitaliste de toute façon, ils invoquent les dégradations non pour montrer au peuple la nécessité urgente de réorganiser complètement l'économie en l'affranchissant de la tutelle impérialiste, mais simplement pour faire pression sur Paris pour arriver à de nouveaux accords.

Les dirigeants nationalistes sont prêts à accepter l'immigration française, du moment qu'ils conservent une majorité dans les exécutifs locaux pour gérer les miettes que leur envoie Paris ou tout au moins que sont maintenues les subventions à la filière du nickel. Ils ont montré dans les faits que leur but n'est pas l'indépendance mais la pérennisation des accords de Nouméa, avec les sinécures gouvernementales qui vont avec.

Il est évident que l'impérialisme français ne va jamais partir de Kanaky de son propre gré. Au-delà de ses richesses naturelles, l'archipel, qui avait été une énorme base militaire américaine lors de la guerre du Pacifique pendant la Deuxième Guerre mondiale, offre à

Suite page 14